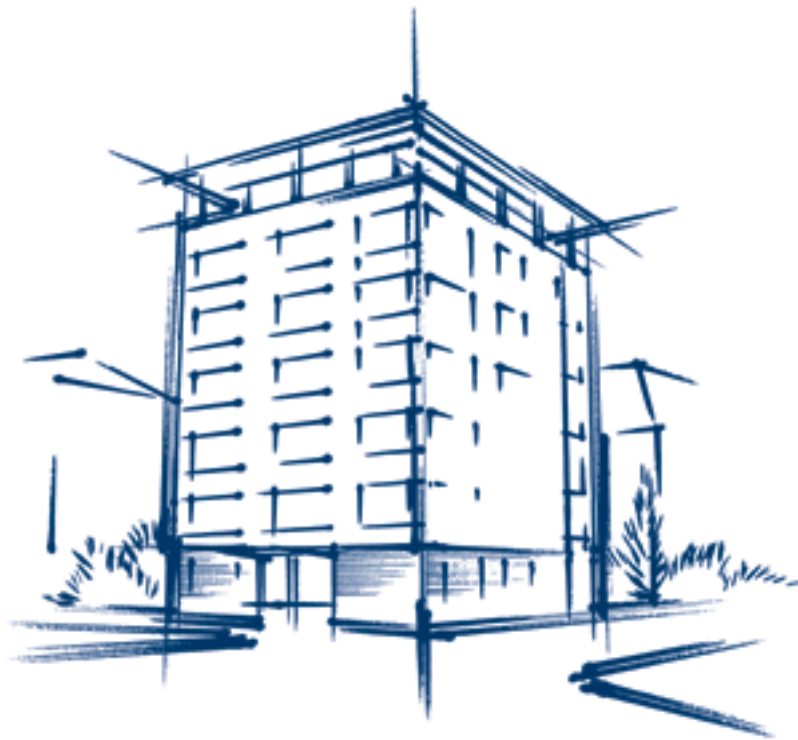


ELVINGER, HOSS & PRUSSEN

AVOCATS À LA COUR



LOI DU 22 MARS 2004
RELATIVE À LA TITRISATION

LAW OF 22 MARCH, 2004
ON SECURITISATION

GESETZ VOM 22. MÄRZ 2004
ÜBER VERBRIEFUNGEN

Loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Law of 22 March, 2004 on securitisation

Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen

COPYRIGHT © JULY 2004

ARENDE & MEDERNACH
AVOCATS A LA COUR

ELVINGER, HOSS & PRUSSEN
AVOCATS À LA COUR

Loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires;
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

TITRE I

Définitions

Art. 1^{er}. (1) La «titrisation», au sens de la présente loi, est l'opération par laquelle un organisme de titrisation acquiert ou assume, directement ou par l'intermédiaire d'un autre organisme, les risques liés à des créances, à d'autres biens, ou à des engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement dépendent de ces risques.

(2) Sont des «organismes de titrisation», au sens de la présente loi, les organismes qui accomplissent entièrement la titrisation et ceux qui participent à une telle opération par la prise en charge de tout ou partie des risques titrisés – les organismes d'acquisition – ou par l'émission des valeurs mobilières destinées à en assurer le financement – les organismes d'émission, et dont les statuts, le règlement de gestion ou les documents d'émission prévoient qu'ils sont soumis aux dispositions de la présente loi.

TITRE II

Les organismes de titrisation**Chapitre 1 – Les sociétés et les fonds de titrisation**

Art. 2. Les organismes de titrisation peuvent être constitués sous la forme d'une société ou d'un fonds géré par une société de gestion.

Art. 3. La présente loi s'applique aux seuls organismes de titrisation situés au Luxembourg. Sont situés au Luxembourg, au regard de la présente loi, les sociétés de titrisation qui y ont leur siège statutaire ainsi que les fonds de titrisation dont la société de gestion a son siège statutaire au Luxembourg.

Section 1 – Les sociétés de titrisation

Art. 4. (1) Les sociétés de titrisation doivent prendre la forme d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société coopérative organisée comme une société anonyme.

(2) L'article 137 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'est pas applicable aux sociétés de titrisation constituées sous la forme d'une société coopérative organisée comme une société anonyme.

Art. 5. Les statuts d'une société de titrisation peuvent habiliter le conseil d'administration à créer un ou plusieurs compartiments correspondant chacun à une partie distincte de son patrimoine.

Section 2 – Les fonds de titrisation et leurs sociétés de gestion

Sous-section 1 – Les fonds de titrisation

Art. 6. (1) Les fonds de titrisation sont formés d'une ou de plusieurs copropriétés ou d'un ou de plusieurs patrimoines fiduciaires. Le règlement de gestion du fonds stipule expressément si le fonds est soumis au régime de la copropriété ou à celui du trust et de la fiducie.

(2) Les fonds de titrisation n'ont pas la personnalité morale. Ils sont gérés par une société de gestion.

(3) Les fonds de titrisation consistant en un ou plusieurs patrimoines fiduciaires sont soumis à la législation sur le trust et les contrats fiduciaires.

(4) Les dispositions du code civil relatives à l'indivision ne s'appliquent pas aux fonds de titrisation.

Art. 7. (1) Les droits des investisseurs sur le fonds, qu'ils interviennent en qualité de copropriétaires ou de fiduciaires, sont représentés par des valeurs mobilières émises conformément au règlement de gestion.

(2) La propriété des titres nominatifs s'établit par une inscription sur le registre tenu à cette fin par la société de gestion. Leur cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur ce registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou établie conformément au règlement de gestion du fonds. La cession des titres au porteur s'opère par simple tradition.

(3) Le règlement de gestion peut également autoriser la société de gestion à émettre des valeurs mobilières dématérialisées représentées par une inscription en compte auprès de la société de gestion ou d'un professionnel agréé du secteur financier agissant pour elle.

Art. 8. A condition que son règlement de gestion le prévoie, un fonds de titrisation peut consister en plusieurs compartiments correspondant chacun à une copropriété ou un patrimoine fiduciaire distincts.

Art. 9. Des titres de créance peuvent être émis à la charge d'un fonds de titrisation ou de l'un de ses compartiments.

Art. 10. (1) Le règlement de gestion du fonds de titrisation contient au moins les indications suivantes:

- l'indication si le fonds est constitué sous la forme d'une copropriété ou d'un patrimoine fiduciaire,
- la dénomination, l'objet et la durée limitée ou illimitée du fonds de titrisation,
- la dénomination de la société de gestion,
- les règles particulières d'administration et de gestion qui lui sont applicables,
- la possibilité pour les fonds de titrisation de comporter plusieurs compartiments,
- les cas dans lesquels le fonds ou l'un de ses compartiments se trouve ou peut être placé en état de liquidation,
- les droits et obligations respectifs de la société de gestion et, le cas échéant, des investisseurs,
- les règles de prise en charge des risques et/ou d'émission des valeurs mobilières,
- les procédures de modification du règlement de gestion.

(2) Les fonds de titrisation composés de plusieurs compartiments peuvent arrêter par un règlement de gestion distinct les caractéristiques et les règles applicables à chaque compartiment.

(3) Le règlement de gestion ainsi que ses modifications ultérieures doivent être déposés auprès du Registre de commerce et des sociétés, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

(4) Les clauses de ce règlement sont considérées comme acceptées par les investisseurs du fonds de titrisation du fait même de l'acquisition de valeurs mobilières émises par le fonds.

Art. 11. Sous réserve de l'article 62 les investisseurs dans un fonds de titrisation ne sont tenus des dettes du fonds de titrisation qu'à concurrence de l'actif du fonds et au prorata de leur participation.

Art. 12. Le fonds de titrisation ne répond que des obligations mises expressément à sa charge par son règlement de gestion ou souscrites en conformité avec ce dernier. Il ne répond pas des dettes de la société de gestion ou des investisseurs.

Art. 13. (1) La mise en liquidation d'un fonds de titrisation est publiée dans un délai de quinze jours par les soins de la société de gestion. Cette publication se fait par l'insertion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, et dans au moins deux journaux à diffusion adéquate, l'un de ces journaux étant nécessairement luxembourgeois.

(2) Dès la mise en liquidation du fonds de titrisation, et sous peine de nullité, l'émission de toute valeur mobilière est interdite sauf pour les besoins de la liquidation.

(3) Sous réserve du paragraphe précédent, la liquidation n'est opposable aux tiers qu'à partir du jour de sa publication au Mémorial, sauf si le fonds de titrisation prouve que ces tiers en avaient connaissance antérieurement. Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir de la liquidation non encore publiée.

Sous-section 2 – Les sociétés de gestion

Art. 14. La société de gestion est une société commerciale ayant pour objet de gérer des fonds de titrisation et, le cas échéant, d'agir en qualité de fiduciaire des fonds constitués sous la forme d'un ou de plusieurs patrimoines fiduciaires.

Art. 15. (1) La société de gestion établit le règlement de gestion du fonds de titrisation.

(2) Sous réserve des pouvoirs confiés, le cas échéant, à un représentant-fiduciaire, la société de gestion agit pour le compte du fonds de titrisation et de ses investisseurs à l'égard des tiers. Elle les représente, dans toute action en justice, tant en demande qu'en défense, sans avoir à révéler l'identité des investisseurs, la seule indication que la société de gestion intervient ès qualités étant suffisante. Tant qu'ils sont représentés, les investisseurs ne peuvent plus exercer individuellement les actions relevant de la compétence de la société de gestion.

Art. 16. La société de gestion doit accomplir sa mission de façon indépendante et dans l'intérêt exclusif du fonds de titrisation et des investisseurs. Elle ne peut pas utiliser les actifs du fonds de titrisation pour ses besoins propres et répond envers les investisseurs et les tiers de la bonne exécution de sa mission.

Art. 17. Les créanciers de la société de gestion ou des investisseurs n'ont pas de recours sur les actifs du fonds de titrisation.

Art. 18. Les fonctions de la société de gestion à l'égard du fonds de titrisation prennent fin:

- en cas de démission ou de révocation de la société de gestion, à la condition qu'elle soit remplacée par une autre société de gestion, le cas échéant agréée conformément à la présente loi;
- lorsque la société de gestion a été déclarée en faillite, admise au bénéfice du concordat, du sursis de paiement, de la gestion contrôlée ou d'une mesure analogue ou mise en liquidation;
- lorsque, dans le cadre d'un organisme agréé, la Commission de surveillance du Secteur Financier retire son agrément à la société de gestion;
- dans tous les autres cas prévus par le règlement de gestion.

Chapitre 2 – Les organismes de titrisation agréés

Section 1 – Obligation et conditions d’agrément

Art. 19. Les organismes de titrisation qui émettent en continu des valeurs mobilières à destination du public («organismes de titrisation agréés») doivent être agréés par la Commission de surveillance du Secteur Financier (ci-après, la «CSSF») pour exercer leurs activités.

Art. 20. (1) Un organisme de titrisation n’est agréé que si la CSSF approuve les statuts ou le règlement de gestion de l’organisme de titrisation et agréé, le cas échéant, sa société de gestion. Les sociétés de titrisation et les sociétés de gestion des fonds de titrisation doivent disposer d’une organisation et de moyens adéquats pour l’exercice de leur activité et la surveillance par la CSSF.

(2) Les membres des organes d’administration, de gestion et de surveillance d’une société de titrisation ou d’une société de gestion d’un organisme de titrisation agréé ainsi que leurs actionnaires et les associés, directs ou indirects, en mesure d’exercer une influence significative sur la conduite des affaires d’une telle société doivent avoir l’honorabilité ainsi que l’expérience ou les moyens requis pour l’exercice de leurs fonctions. A cette fin l’identité de ces personnes, ainsi que tout remplacement, doivent être notifiés immédiatement à la CSSF.

(3) Toute modification du contrôle de la société de titrisation ou de la société de gestion, tout remplacement de la société de gestion ainsi que toute modification du règlement de gestion ou des statuts sont soumis à l’approbation préalable de la CSSF.

Art. 21. (1) Les organismes de titrisation agréés sont inscrits par la CSSF sur une liste. Cette inscription vaut agrément et est notifiée à l’organisme de titrisation. La liste ainsi que les modifications qui y sont apportées sont publiées par les soins de la CSSF.

(2) L’inscription et le maintien sur la liste visée au paragraphe ci-dessus, sont soumis à la condition que soient respectées toutes les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles qui régissent l’organisme de titrisation, le fonctionnement de ses organes et la distribution, le placement ou la vente des valeurs mobilières qu’il émet.

(3) Le fait qu’un organisme de titrisation soit inscrit sur la liste visée à l’article précédent ne doit en aucun cas et sous quelque forme que ce soit, être présenté comme une appréciation positive faite par la CSSF de la qualité des valeurs mobilières émises par celui-ci.

Section 2 – Surveillance des organismes agréés

Art. 22. Les organismes de titrisation agréés doivent confier la garde de leurs avoirs liquides et de leurs valeurs mobilières à un établissement de crédit établi ou ayant son siège statutaire au Luxembourg.

Art. 23. (1) Les organismes de titrisation agréés sont surveillés par la CSSF qui s’assure en particulier qu’ils respectent la législation ainsi que leurs obligations.

(2) La CSSF assure sa mission jusqu’à la clôture de la liquidation de l’organisme de titrisation.

Art. 24. (1) La CSSF peut demander aux organismes de titrisation agréés un état périodique de leurs actifs et passifs et de leurs résultats.

(2) Elle peut se faire communiquer toute information ou procéder à des enquêtes sur place et prendre connaissance de tous les documents d’une société de titrisation, d’une société de gestion ou d’un établissement de crédit chargé de conserver les actifs d’un organisme de titrisation agréé, relatifs à l’organisation, à l’administration, à la gestion, au fonctionnement et aux opérations de cet organisme ainsi qu’à l’évaluation et à la rentabilité des actifs en vue de vérifier le respect des dispositions de la présente loi et des règles fixées par le règlement de gestion ou les statuts de l’organisme de titrisation et les contrats d’émission de valeurs mobilières ainsi que l’exactitude des informations qui lui sont communiquées.

Art. 25. (1) Si la CSSF constate qu'un organisme de titrisation agréé n'observe pas les dispositions de la présente loi, du règlement de gestion, des statuts ou des contrats d'émission de valeurs mobilières ou que les droits attachés aux valeurs mobilières émises par celui-ci risquent d'être compromis, elle peut mettre l'organisme de titrisation en demeure de remédier à la situation constatée dans le délai qu'elle fixe.

(2) S'il n'est pas donné suite à cette mise en demeure, elle peut:

- rendre publique sa position quant aux constatations faites en vertu du paragraphe 1;
- interdire toute émission de valeurs mobilières;
- demander la suspension de la cotation des valeurs mobilières émises par l'organisme de titrisation;
- demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale de désigner un administrateur provisoire pour l'organisme de titrisation;
- révoquer son agrément.

Art. 26. Lorsqu'un organisme de titrisation agréé ou sa société de gestion ne publie pas sa mise en liquidation conformément à l'article 13, cette publication est entreprise par la CSSF, aux frais de l'organisme de titrisation.

Section 3 – Décisions de la CSSF

Art. 27. (1) Les décisions de la CSSF prises en exécution de la présente loi sont motivées, et sauf péril en la demeure, interviennent après instruction contradictoire. Elles sont notifiées par lettre recommandée ou signifiées par voie d'huissier.

(2) Les décisions prises par la CSSF peuvent être déferées au tribunal administratif. Le recours doit être introduit sous peine de forclusion dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il est dispensé de tous droits de timbre et d'enregistrement. Le tribunal administratif statue comme juge du fond.

Art. 28. La décision de la CSSF portant retrait de la liste prévue à l'article 21 d'un organisme de titrisation entraîne de plein droit, à partir de sa notification à l'organisme concerné et à charge de celui-ci, jusqu'au jour où la décision sera devenue définitive, le sursis à tout paiement par cet organisme et interdiction sous peine de nullité de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation du commissaire de surveillance.

Art. 29. (1) La CSSF exerce de plein droit la fonction de commissaire de surveillance, à moins qu'à sa requête, le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale en nomme un ou plusieurs autres.

(2) La requête motivée, appuyée des documents justificatifs est déposée à cet effet au greffe du tribunal dans l'arrondissement duquel l'organisme a son siège statutaire. Le tribunal statue à bref délai. S'il s'estime suffisamment renseigné, il prononce immédiatement en audience publique sans entendre les parties. S'il l'estime nécessaire, il convoque les parties au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffier. Il entend les parties en chambre du conseil et prononce en audience publique.

(3) Le tribunal arbitre les frais et honoraires des commissaires de surveillance; il peut leur allouer des avances.

Art. 30. (1) A peine de nullité, l'autorisation écrite des commissaires de surveillance est requise pour tous les actes et décisions de l'organisme. Le tribunal peut toutefois limiter le champ des opérations soumises à l'autorisation.

(2) Les commissaires peuvent soumettre à la délibération des organes sociaux toutes propositions qu'ils jugent opportunes. Ils peuvent assister aux délibérations des organes d'administration, de direction, de gestion ou de surveillance de l'organisme.

Art. 31. (1) Le jugement prévu par le paragraphe (1) de l'article 39 de la présente loi met fin aux fonctions du commissaire de surveillance qui devra, dans le mois à compter de son remplacement, faire rapport aux liquidateurs nommés par le jugement sur l'emploi des valeurs de l'organisme et leur soumettre les comptes et pièces à l'appui.

(2) Lorsque la décision de retrait est réformée par le tribunal, le commissaire de surveillance est réputé démissionnaire.

Chapitre 3 – La liquidation des organismes de titrisation

Section 1 – Dispositions communes aux organismes de titrisation agréés et non agréés

Art. 32. Les organismes de titrisation sont, après leur dissolution, réputés exister pour les besoins de leur liquidation. Tous les documents émanant d'un organisme de titrisation en liquidation mentionnent cet état.

Art. 33. Chaque compartiment d'un organisme de titrisation peut être liquidé séparément sans qu'une telle liquidation ait pour effet d'entraîner la liquidation d'un autre compartiment.

Art. 34. Le liquidateur peut intenter et soutenir toutes actions pour l'organisme de titrisation, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, réaliser tous les actifs de l'organisme et en faire le réemploi, créer ou endosser tous effets de commerce, transiger ou compromettre sur toutes contestations.

Art. 35. Les sommes et valeurs revenant à des investisseurs qui ne se sont pas présentés lors de la clôture des opérations de liquidation sont déposées à la Caisse de Consignation au profit de qui il appartiendra.

Art. 36. (1) Les liquidateurs sont responsables tant envers les tiers qu'envers l'organisme de titrisation de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

(2) Les actions en responsabilité contre les liquidateurs se prescrivent par cinq ans à partir de ces faits ou, s'ils ont été celés par dol, à partir de la découverte de ces faits.

Section 2 – Dispositions particulières aux organismes de titrisation agréés

Sous-section 1 – Liquidation volontaire des organismes agréés

Art. 37. Le liquidateur d'un organisme de titrisation agréé doit présenter toutes les garanties d'honorabilité et de qualification professionnelles et être agréé par la CSSF.

Art. 38. Durant la procédure de liquidation, les organismes de titrisation agréés restent soumis à la surveillance de la CSSF.

Sous-section 2 – Liquidation forcée des organismes agréés

Art. 39. (1) Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prononce sur la demande du procureur d'Etat, agissant d'office ou à la requête de la CSSF, la dissolution et la liquidation des organismes de titrisation agréés, dont l'inscription à la liste prévue à l'article 21 aura été définitivement refusée ou retirée.

(2) En ordonnant la liquidation, le tribunal nomme un juge-commissaire ainsi qu'un ou plusieurs liquidateurs, sous réserve de l'article 75 ci-après.

(3) Le tribunal arrête le mode de liquidation. Il peut rendre applicables dans la mesure qu'il détermine les règles régissant la liquidation de la faillite. Le mode de liquidation peut être modifié par décision ultérieure, soit d'office, soit sur requête du ou des liquidateurs.

(4) Le jugement prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation est exécutoire par provision.

(5) Les décisions judiciaires prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation d'un organisme de titrisation sont publiées au Mémorial et dans deux journaux à diffusion adéquate dont au moins un journal luxembourgeois, désignés par le tribunal. Ces publications sont faites à la diligence du liquidateur.

Art. 40. A partir du jugement, toutes actions mobilières ou immobilières, toutes voies d'exécution sur les meubles ou les immeubles ne pourront être suivies, intentées ou exercées que contre le liquidateur.

Le jugement de mise en liquidation arrête toutes saisies, à la requête des créanciers chirographaires et non privilégiés sur les meubles et immeubles.

Art. 41. Le liquidateur ne peut constituer des sûretés sur les biens de l'organisme de titrisation ou les donner en garantie qu'avec l'autorisation du tribunal. Le tribunal peut donner cette autorisation au liquidateur à tout moment de la procédure de liquidation pour tout ou partie des biens de l'organisme de titrisation.

Art. 42. Après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires au paiement des dettes, le liquidateur distribue aux investisseurs les sommes ou valeurs qui leur reviennent.

Art. 43. Le tribunal peut à tout moment demander au liquidateur de lui faire rapport sur l'état de la liquidation. Il arbitre les frais et honoraires des liquidateurs et peut leur allouer des avances.

Art. 44. En cas d'absence ou d'insuffisance d'actif, constatée par le juge-commissaire, les actes de procédure sont exempts de tous droits de greffe et d'enregistrement et les frais et honoraires du liquidateur sont à charge du Trésor et liquidés comme frais judiciaires.

Art. 45. (1) Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur fait rapport au tribunal sur l'emploi des valeurs de l'organisme et soumet les comptes et pièces à l'appui.

(2) Le tribunal nomme un ou plusieurs réviseurs d'entreprises pour examiner les documents. Il statue, après le rapport du réviseur, sur la gestion du liquidateur et sur la clôture de la liquidation.

(3) Sa décision est publiée conformément à l'article 39 ci-dessus et comprend, en outre:

- l'indication de l'endroit désigné par le tribunal où les livres et documents sociaux doivent être déposés pendant cinq ans au moins;
- l'indication des mesures prises conformément à l'article 35 en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers et aux investisseurs dont la remise n'a pu leur être faite.

Art. 46. Les actions contre les liquidateurs, pris en cette qualité, se prescrivent par cinq ans à partir de la publication de la clôture des opérations de liquidation.

Chapitre 4 – Les comptes, la révision des comptes et la fiscalité applicable aux organismes de titrisation

Art. 47. Les sociétés de titrisation doivent respecter les prescriptions de la section XIII de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et, à compter du 1^{er} janvier 2005, celles des chapitres II et IV du titre II de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises. Leurs rapports de gestion doivent contenir toute information significative relative à leur situation patrimoniale susceptible d'affecter les droits des investisseurs.

Art. 48. (1) Les comptes d'un organisme de titrisation sont contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises désignés, selon le cas, par l'organe d'administration de la société de titrisation ou par la société de gestion du fonds de titrisation.

(2) Les réviseurs d'un organisme de titrisation agréé doivent être agréés par la CSSF.

(3) Les réviseurs chargés de contrôler les comptes d'un organisme de titrisation signalent aux dirigeants de la société de titrisation ou de la société de gestion et, s'agissant des organismes de titrisation agréés, également à la CSSF et le cas échéant au représentant des investisseurs les irrégularités et inexactitudes qu'ils relèvent dans l'accomplissement de leur mission.

Art. 49. L'institution des commissaires prévue par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est supprimée pour les sociétés de titrisation luxembourgeoises.

Art. 50. Les fonds de titrisation sont soumis au régime comptable et fiscal des fonds communs de placement, tel qu'il résulte des lois du 30 mars 1988 et du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, à l'exception de la taxe d'abonnement qui n'est pas due.

Art. 51. (1) Par dérogation à la loi du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, le droit sur les apports lors de la constitution d'un organisme régi par la présente loi, ou ultérieurement, notamment lors d'apports nouveaux, lors de la transformation d'un organisme régi par la présente loi en un autre organisme régi par la présente loi, et lors de la fusion d'organismes régis par la présente loi, est liquidé à un droit fixe dont le montant sera déterminé pour chaque type d'opération imposable. Les modalités et le montant du droit fixe sont déterminés par règlement grand-ducal sans que ce montant ne puisse dépasser mille deux cent cinquante euros.

(2) Le droit sur les apports faits postérieurement à leur constitution à des sociétés de titrisation n'est dû que dans la mesure où le montant du fonds social nouveau excède celui qui a été imposé précédemment.

Art. 52. (1) Toutes conventions conclues dans le cadre d'une opération de titrisation ainsi que tous autres actes relatifs à une telle opération sont dispensés des formalités de l'enregistrement, même lorsqu'il en est fait usage, par acte public, en justice ou devant toute autre autorité constituée, toutes les fois qu'ils n'ont pas un effet translatif de droits devant être transcrits, immatriculés ou enregistrés portant sur un immeuble situé au Luxembourg, des aéronefs, des navires ou des bateaux de navigation intérieure immatriculés au Luxembourg. Toutefois, ils peuvent être présentés à la formalité de l'enregistrement, auquel cas ils sont enregistrés au droit fixe.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 24 prairial, an XI, lorsque des actes conclus dans le cadre d'une opération de titrisation ou d'autres actes relatifs à une telle opération sont présentés à la formalité de l'enregistrement, l'obligation de joindre à ces actes lorsqu'ils sont passés en d'autres langues que les langues officielles une traduction certifiée par un notaire ou un autre traducteur juré ne s'applique pas si ces actes sont passés en langue anglaise.

(3) L'article 44 paragraphe 1 sous d) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée est complété par l'ajout des mots suivants: «ainsi que d'organismes de titrisation situés au Luxembourg;».

TITRE III

Les risques titrisés

Chapitre 1 – La prise en charge des risques

Art. 53. (1) Sont susceptibles de faire l'objet d'une titrisation, les risques liés à la détention de tous biens, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels ainsi que ceux résultant d'engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers.

(2) L'organisme de titrisation peut prendre en charge ces risques en acquérant les biens, en garantissant les engagements ou en s'obligeant de toute autre manière.

(3) Les opérations de titrisation régies par la présente loi ne constituent pas des activités soumises à la loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

Art. 54. Les organismes de titrisation peuvent acquérir et, sous les conditions de l'article 61 ci-après, transférer des créances et d'autres biens, existants ou futurs, en une ou plusieurs fois ou de façon continue.

Art. 55. (1) La cession d'une créance existante à un organisme de titrisation ou par celui-ci prend effet entre parties et devient opposable aux tiers au moment de l'accord de cession, sauf stipulation contraire de celui-ci.

(2) Une créance future qui naîtra d'un contrat actuel ou futur peut être cédée à un organisme de titrisation ou par celui-ci à condition qu'elle puisse être identifiée comme faisant partie de la cession au moment où elle viendra à exister ou à tout autre moment convenu entre les parties.

(3) La cession d'une créance future est subordonnée à sa naissance, mais, lorsque celle-ci survient, elle prend effet entre parties et devient opposable aux tiers dès le moment de l'accord de cession, sauf stipulation contraire de celui-ci, et ce nonobstant l'ouverture d'une faillite ou de toute autre procédure collective à l'encontre du cédant avant sa naissance.

Art. 56. (1) La créance cédée à un organisme de titrisation entre dans son patrimoine dès que la cession devient effective, nonobstant tout engagement pris par l'organisme de titrisation de la recéder ultérieurement. La cession n'est pas susceptible d'être requalifiée en raison d'un tel engagement.

(2) La cession à un organisme de titrisation ou par celui-ci entraîne, sauf convention contraire, le transfert des garanties et des sûretés garantissant cette créance et son opposabilité de plein droit aux tiers, sans autres formalités.

(3) Le débiteur cédé peut se libérer valablement entre les mains du cédant tant qu'il n'a pas eu connaissance de la cession.

(4) L'article 1699 du code civil n'est pas applicable aux créances cédées à un organisme de titrisation.

Art. 57. La cession interdite par le contrat dont est issue la créance cédée ou qui n'y est pas conforme pour d'autres raisons est inopposable au débiteur cédé à moins que

- celui-ci y ait consenti,
- le cessionnaire ait ignoré la non-conformité ou n'ait pas dû la connaître,
- la cession concerne une créance de somme d'argent.

Art. 58. La loi qui régit la créance cédée détermine le caractère cessible de celle-ci, les rapports entre cessionnaire et débiteur, les conditions d'opposabilité de la cession au débiteur et le caractère libératoire de la prestation faite par le débiteur.

La loi de l'Etat dans lequel est situé le cédant régit les conditions d'opposabilité de la cession aux tiers.

Art. 59. Les statuts, le règlement de gestion de l'organisme de titrisation, une convention de cession ou toute autre convention peuvent accorder au cédant un droit sur tout ou partie des actifs de l'organisme de titrisation disponibles après le paiement de tous les autres créanciers.

Chapitre 2 – La gestion des risques

Art. 60. L'organisme de titrisation peut charger le cédant ou un tiers du recouvrement des créances qu'il détient ainsi que de toutes autres tâches relatives à leur gestion, sans que ceux-ci soient tenus de requérir un agrément au titre de la législation relative au secteur financier.

Art. 61. (1) Un organisme de titrisation n'est autorisé à céder ses biens que selon les modalités prévues par ses statuts ou son règlement de gestion.

(2) Au cas où le cédant ou le tiers chargé du recouvrement des créances est soumis à une procédure collective, telle une faillite, une gestion contrôlée, une liquidation judiciaire ou toute autre procédure instaurant un concours entre ses créanciers, l'organisme de titrisation est en droit de réclamer les sommes encaissées pour son compte avant l'ouverture de cette procédure en échappant à tout concours avec les autres créanciers et nonobstant les prétentions du curateur de faillite, du commissaire à la gestion contrôlée ou du liquidateur.

(3) Il ne peut constituer de sûreté ou donner en garantie, de quelque manière que ce soit, ses biens qu'en couverture des engagements qu'il a souscrits en vue de réaliser leur titrisation ou en faveur de ses investisseurs, de leur représentant-fiduciaire ou de l'organisme d'émission participant à la titrisation.

Les sûretés et garanties constituées en violation du présent article sont nulles de plein droit.

(4) Sauf stipulation contraire, les sûretés et garanties s'étendent de plein droit aux revenus des biens cédés ou affectés de la sûreté, aux fonds reçus en paiement et aux biens dans lesquels ils sont investis.

Sans préjudice de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie, l'article 445 paragraphe 4 du code de commerce ne s'applique pas à la sûreté constituée au plus tard au moment de l'émission des valeurs mobilières ou de la conclusion de contrats garantis nonobstant son extension à de nouveaux biens ou créances en conformité avec le présent article et la convention constituant la sûreté.

(5) Les bénéficiaires d'un nantissement portant sur des créances sont mis en possession de celles-ci par la convention de garantie ou de nantissement. Les débiteurs des créances nanties peuvent cependant se libérer valablement entre les mains de l'organisme de titrisation tant qu'ils n'ont pas eu connaissance du nantissement.

TITRE IV

Les investisseurs et les créanciers

Chapitre 1 – *Les droits des investisseurs et des créanciers*

Art. 62. (1) Les droits des investisseurs et des créanciers sont limités aux actifs de l'organisme de titrisation. Lorsqu'ils sont relatifs à un compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment ils sont limités aux actifs de ce compartiment.

(2) Les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment et ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment.

(3) Dans les relations entre investisseurs, chaque compartiment est traité comme une entité à part, sauf clause contraire des documents constitutifs.

Art. 63. (1) A condition que les statuts, le règlement de gestion ou le contrat d'émission le prévoient, un organisme de titrisation peut émettre des valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement sont fonction de compartiments, d'actifs ou de risques déterminés ou dont le remboursement est subordonné au remboursement d'autres titres, de certaines créances ou de certaines catégories d'actions. En présence d'un organisme d'acquisition distinct de l'organisme d'émission, la valeur, le rendement et les conditions de remboursement peuvent également dépendre des actifs et des dettes de l'organisme d'acquisition.

(2) Nonobstant toute stipulation contraire, le droit de vote attaché aux actions de valeur inégale est proportionnel à la quotité du capital que représentent ces actions. Celui attaché aux obligations et autres titres de créance est toujours proportionnel à la quotité du montant de l'emprunt qu'elles représentent.

Art. 64. (1) Les statuts, le règlement de gestion d'un organisme de titrisation ainsi que tout contrat conclu par l'organisme de titrisation peuvent contenir des clauses par lesquelles des investisseurs et des créanciers acceptent de subordonner l'exigibilité ou le recouvrement de leurs droits au paiement d'autres investisseurs ou créanciers ou s'engagent à ne pas saisir les biens de l'organisme de titrisation ni, le cas échéant, de l'organisme d'acquisition ou d'émission et à ne pas les assigner en faillite ou requérir à leur encontre l'ouverture de toute autre procédure collective ou d'assainissement.

(2) Les poursuites engagées en violation de telles clauses sont irrecevables.

Art. 65. (1) Les conditions d'émission et de remboursement des valeurs mobilières émises par un organisme de titrisation s'imposent à ce dernier ainsi qu'aux investisseurs et sont opposables à toute autre personne y compris en cas de liquidation d'un ou plusieurs compartiments, de faillite et plus généralement de toute situation de concours entre ses créanciers, sous réserve de ne pas porter atteinte aux droits des créanciers qui n'y ont pas consenti.

(2) Il en va de même des conditions particulières acceptées par des créanciers pour le paiement de leurs créances.

Art. 66. (1) Sous réserve de l'article 70 ci-après, les articles 86 à 97 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont applicables aux porteurs de tous titres de créance émis par un organisme de titrisation. Les contrats d'émission de tels titres peuvent cependant déroger à ces dispositions.

(2) En cas d'émission de titres de créance par un fonds de titrisation, la société de gestion du fonds exerce les droits et assume les obligations qui appartiennent à la société émettrice ou à son conseil d'administration en vertu des articles 86 à 95 de la loi précitée.

Chapitre 2 – Les représentants-fiduciaires

Section 1 – Droits et pouvoirs des représentants-fiduciaires

Art. 67. Les investisseurs et les créanciers d'un organisme de titrisation peuvent confier la gestion de leurs intérêts à un ou plusieurs représentants-fiduciaires. La présente loi s'applique aux seuls représentants-fiduciaires dont le siège statutaire est au Luxembourg.

Art. 68. (1) L'acte par lequel un représentant-fiduciaire accepte sa mission doit préciser ses droits et ses pouvoirs, en particulier de représentation, désigner les groupes d'investisseurs ou de créanciers pour le compte desquels il intervient et prévoir une procédure pour pourvoir à son remplacement.

(2) Cet acte engage, sans autre formalité, tous les investisseurs et créanciers qui ont accepté le représentant-fiduciaire. La souscription ou l'acquisition d'une valeur mobilière d'un organisme de titrisation, désignant un représentant-fiduciaire, vaut acceptation de celui-ci et de sa mission.

Art. 69. (1) Sauf disposition contraire, les investisseurs et les créanciers, qui ont nommé un représentant-fiduciaire, sont représentés par celui-ci dans toutes leurs relations avec l'organisme de titrisation et les tiers liés à la titrisation. Tant qu'ils sont représentés, ils ne peuvent plus exercer individuellement les droits dont ils ont confié la gestion au représentant-fiduciaire.

(2) Dans la limite des pouvoirs que les investisseurs et les créanciers lui ont confiés, le représentant-fiduciaire peut intenter pour leur compte toutes actions et défendre leurs intérêts, y compris en justice, sans avoir à révéler leur identité, la seule indication qu'il intervient ès qualités étant suffisante.

Art. 70. (1) Lorsqu'un organisme de titrisation émet des titres de créances, il peut confier à un représentant-fiduciaire les fonctions de représentant de la masse des porteurs de ces titres en définissant librement ses pouvoirs, nonobstant l'article 88 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

(2) Les articles 86 à 97 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ne sont applicables à l'émission que pour autant que le contrat d'émission ou l'acte de nomination du représentant-fiduciaire n'y déroge pas.

Art. 71. (1) Le représentant-fiduciaire peut également se voir reconnaître par des investisseurs et des créanciers le pouvoir d'agir dans leur intérêt en qualité de fiduciaire, conformément à la législation sur les trusts et les contrats fiduciaires. Les droits et les biens qu'il acquiert au bénéfice des investisseurs et des créanciers forment un patrimoine fiduciaire distinct du sien, comme de tout autre patrimoine fiduciaire dont il serait titulaire.

(2) Le représentant-fiduciaire peut notamment, en cette qualité, accepter, prendre, détenir et exercer toutes sûretés et garanties et recevoir tous paiements destinés aux investisseurs et aux créanciers qui lui ont conféré ce pouvoir, comme s'il était lui-même titulaire des créances de ces derniers, tous paiements faits entre ses mains étant libératoires pour le débiteur. Les articles 445, 446, 447 alinéa 2 et 448 du code de commerce ne sont pas applicables à ces sûretés, garanties ou paiements.

Art. 72. L'organisme de titrisation peut céder au représentant-fiduciaire, sous les modalités convenues avec lui, tout ou partie des droits et actions nées d'un contrat conclu avec un tiers. La cession est opposable au cocontractant ainsi qu'à tous les autres tiers dès sa conclusion et n'est pas susceptible d'être remise en cause sur le fondement des articles 445, 446, 447 alinéa 2 et 448 du code de commerce.

Le cocontractant peut cependant se libérer valablement de toutes dettes entre les mains de l'organisme cédant, tant qu'il n'a pas eu connaissance de la cession.

Art. 73. Le représentant-fiduciaire qui se substitue un tiers pour exercer les droits et actions qui lui ont été cédés ne répond des dommages causés par celui-ci qu'à condition qu'il n'ait pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ou qu'il ait fait le choix d'une personne notoirement incapable ou insolvable.

L'organisme cédant et, nonobstant leur représentation par le représentant-fiduciaire, les investisseurs et les créanciers peuvent agir directement contre la personne que celui-ci s'est substituée.

Art. 74. Les statuts ou le règlement intérieur d'un organisme de titrisation peuvent permettre à un représentant-fiduciaire de demander en justice, pour motifs graves, le remplacement, provisoire ou définitif, de ses organes d'administration, de ceux, le cas échéant, de la société de gestion comme de celle-ci elle-même.

Art. 75. En cas de liquidation volontaire ou forcée d'un organisme de titrisation ou de l'un de ses compartiments et sauf disposition contraire dans l'acte de nomination, le représentant-fiduciaire exerce les fonctions de liquidateur pour le compte des investisseurs et des créanciers qui l'ont nommé.

Art. 76. A défaut de disposition contraire dans l'acte de nomination, la responsabilité d'un représentant-fiduciaire vis-à-vis des investisseurs et des créanciers pour le compte desquels il intervient s'apprécie comme celle d'un mandataire salarié.

Art. 77. (1) En cas de remplacement d'un représentant-fiduciaire tous les droits et toutes les actions que celui-ci détient dans l'intérêt des investisseurs et des créanciers sont transmis de plein droit et sans autre formalité au nouveau représentant-fiduciaire.

(2) La démission d'un représentant-fiduciaire ne prend effet qu'à partir de l'instant où un nouveau représentant-fiduciaire a été désigné.

Art. 78. (1) Sur demande motivée d'un investisseur ou d'un créancier représenté, justifiant d'un motif grave, la CSSF peut remplacer provisoirement ou définitivement un représentant-fiduciaire.

(2) Sauf disposition contraire dans l'acte de nomination, toute autre voie de révocation ou de remplacement est exclue.

Section 2 – Agrément obligatoire des représentants-fiduciaires

Art. 79. (1) Les représentants-fiduciaires soumis à la présente loi doivent être agréés par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

(2) Ils ne peuvent exercer des activités étrangères à leur fonction principale que de manière accessoire et auxiliaire à celle-ci.

Art. 80. (1) L'agrément pour l'activité de représentant-fiduciaire ne peut être accordé qu'à des sociétés de capitaux justifiant d'un capital social et de fonds propres d'une valeur au moins égale à quatre cent mille euros.

(2) Il est subordonné à la communication à la CSSF de l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent dans le représentant-fiduciaire à agréer une participation qualifiée, au sens de l'article 18 de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier, et du montant de ces participations.

(3) En vue de l'obtention de l'agrément, les membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance ainsi que les actionnaires ou associés visés à l'article précédent, doivent justifier de leur honorabilité professionnelle. L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

(4) Les personnes chargées de la gestion doivent posséder une expérience professionnelle adéquate.

Art. 81. La demande d'agrément doit être adressée par écrit au Ministre ayant dans ses attributions la CSSF et être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation, en particulier, des informations précises sur la structure administrative et comptable du demandeur.

Art. 82. (1) L'agrément est accordé après instruction par la CSSF portant sur les conditions exigées par la présente loi.

(2) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

(3) La durée de l'agrément est illimitée.

Art. 83. (1) Toute modification dans le chef de personnes devant remplir les conditions légales d'honorabilité et d'expérience professionnelles, doit être autorisée au préalable par la CSSF. A cet effet, la CSSF peut demander tous renseignements nécessaires sur les personnes susceptibles de devoir remplir les conditions légales. La décision de la CSSF peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

(2) Un nouvel agrément est requis avant toute modification de l'objet, de la dénomination ou de la forme juridique.

Art. 84. (1) L'agrément devient caduc s'il n'en est pas fait usage pendant une période ininterrompue de plus de douze mois.

(2) L'agrément est retiré si les conditions pour son octroi ne sont plus remplies.

(3) L'agrément est retiré si l'agrément a été obtenu au moyen de fausses déclarations ou par tout autre moyen irrégulier.

(4) La décision sur le retrait de l'agrément peut être déférée, dans le délai d'un mois, sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

TITRE V

Sanctions

Art. 85. Les administrateurs, gérants et directeurs des organismes de titrisation agréés ou d'un représentant-fiduciaire ainsi que les liquidateurs en cas de liquidation volontaire d'un organisme de titrisation agréé peuvent être frappés par la CSSF d'une amende d'ordre de 125 à 12.500 euros au cas où ils refuseraient de fournir les rapports financiers et les renseignements demandés ou lorsque ceux-ci se révéleraient incomplets, inexacts ou faux, ainsi qu'en cas de constatation de toute autre irrégularité grave.

TITRE VI

Dispositions modificatives et transitoire

Chapitre 1 – *Dispositions modificatives*

Art. 86. L'article 13 (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est complété par le tiret suivant, placé comme avant-dernier tiret:

«- aux organismes de titrisation et aux représentants-fiduciaires intervenant auprès d'un tel organisme»

Art. 87. Le premier alinéa du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de Surveillance du Secteur Financier est remplacé par le texte suivant:

«La Commission est l'autorité compétente pour la surveillance prudentielle des établissements de crédit, des PSF au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, des organismes de placement collectif, des fonds de pension sous forme de sepcav ou d'asep, des organismes de titrisation agréés, des représentants-fiduciaires intervenant auprès d'un organisme de titrisation ainsi que des personnes exerçant l'activité de bourse.»

Art. 88. L'article 4 de la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires est modifié de la manière suivante: «Le présent titre ne s'applique qu'aux contrats fiduciaires dans lesquels le fiduciaire est un établissement de crédit, une entreprise d'investissement, une société d'investissement à capital variable ou fixe, une société de titrisation, un représentant-fiduciaire agissant dans le cadre d'une opération de titrisation, une société de gestion de fonds commun de placement ou de fonds de titrisation, un fonds de pension, une entreprise d'assurance ou de réassurance ou un organisme national ou international à caractère public opérant dans le secteur financier.»

Art. 89. La loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu est modifiée comme suit:

a) L'article 22bis est complété par l'ajout d'un alinéa 5 libellé comme suit: «(5) Les valeurs mobilières émises par un organisme de titrisation sont exclues du bénéfice des dispositions de l'alinéa 2 du présent article.»

b) L'article 25 est complété par l'ajout d'un alinéa 3 libellé comme suit: «(3) Le prix d'acquisition d'un bien acquis par un organisme de titrisation doit correspondre à la valeur estimée de réalisation de ce bien.»

c) L'article 46 est complété par l'ajout d'un numéro 14 libellé comme suit: «14. les engagements assumés vis-à-vis des investisseurs et de tout autre créancier par une société de titrisation.»

d) L'article 97 est complété par l'ajout d'un alinéa 6 libellé comme suit: «(6) Les distributions et autres produits alloués aux investisseurs et autres créanciers d'un organisme de titrisation constituent des revenus provenant de capitaux mobiliers au sens de l'alinéa 1^{er} numéro 5 du présent article.»

e) L'article 164bis est complété par l'insertion après l'alinéa 4 d'un nouvel alinéa 5 libellé comme suit:

«(5) Les organismes de titrisation sont exclus du champ d'application du présent article.» Les autres alinéas sont renumérotés en conséquence.

Art. 90. L'alinéa 1^{er} du paragraphe 3 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune est complété par la réinsertion d'un numéro 4 libellé comme suit: «4. les sociétés de titrisation.»

Chapitre 2 – Disposition transitoire

Art. 91. La présente loi ne s'applique pas aux opérations et organismes de titrisation mis en place avant son entrée en vigueur, à moins que les parties en cause n'en décident autrement par une déclaration de volonté expresse en modifiant les documents constitutifs de l'organisme de titrisation concerné en y incluant une disposition expresse en ce sens.

Doc. parl. 5199, sess. ord. 2002-2003 et 2003-2004

Law of 22 March 2004 on securitisation and amending

- the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended
- the law of 23 December 1998 creating a commission for the supervision of the financial sector, as amended
- the law of 27 July 2003 on the trust and on fiduciary contracts
- the law of 4 December 1967 on income tax, as amended
- the law of 16 October 1934 on wealth tax, as amended
- the law of 12 February 1979 on value added tax, as amended

TITLE I

Definitions

Art. 1. (1) "Securitisation", within the meaning of this law, means the transaction by which a securitisation undertaking acquires or assumes, directly or through another undertaking, risks relating to claims, other assets, or obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties and issues securities, whose value or yield depends on such risks.

(2) "Securitisation undertakings", within the meaning of this law, are undertakings which carry out the securitisation in full, and undertakings which participate in such a transaction by assuming all or part of the securitised risks - the acquisition vehicles - , or by the issuing of securities to ensure the financing thereof the issuing vehicles and whose articles of incorporation, management regulations or issue documents provide that they are subject to the provisions of this law.

TITLE II

Securitisation undertakings

Chapter 1 – Securitisation companies and securitisation funds

Art. 2. Securitisation undertakings may be set up in the form of a company or a fund managed by a management company.

Art. 3. This law only applies to securitisation undertakings situated in Luxembourg. For the purposes of this law, securitisation companies which have their registered office in Luxembourg and securitisation funds whose management company has its registered office in Luxembourg are situated in Luxembourg.

Section 1 – Securitisation companies

Art. 4. (1) Securitisation companies must be set up as a public limited company (*société anonyme*), a corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*), a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) or a co-operative company organised as a public limited company (*société cooperative organisée comme une société anonyme*).

(2) Article 137 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies does not apply to securitisation companies set up as co-operative companies organised as a public limited company.

Art. 5. The articles of incorporation of a securitisation company may authorise the board of directors to create one or more compartments each compartment corresponding to a distinct part of its assets and liabilities.

Section 2 – Securitisation funds and their management companies

Sub-section 1 – Securitisation funds

Art. 6. (1) Securitisation funds consist of one or more co-ownerships (*copropriétés*) or one or more fiduciary estates. The management regulations of the fund shall expressly specify whether the fund is subject to the co-ownership rules or to the trust and fiduciary rules.

(2) Securitisation funds do not have legal personality. They are managed by a management company.

(3) Securitisation funds which consist of one or more fiduciary estates are subject to the legislation on the trust and on fiduciary contracts.

(4) The provisions of the civil code relating to co-ownership in undivided shares (*indivision*) do not apply to securitisation funds.

Art. 7. (1) The rights of investors in the fund, whether such investors act as joint owners or settlors (*fiduciants*), are represented by securities issued in accordance with the management regulations.

(2) The ownership of registered securities is evidenced by an entry in the register held for such purposes by the management company. The transfer of such registered securities is effected by a declaration of transfer recorded in the register, dated and signed by the transferor and the transferee or evidenced as set out in the management regulations. The transfer of bearer securities is effected by mere delivery.

(3) The management regulations may also authorise the management company to issue dematerialised securities represented by book entries in an account held with the management company or an authorised professional of the financial sector acting on its behalf.

Art. 8. If provided for in the management regulations, a securitisation fund may consist of several compartments each compartment corresponding to a distinct co-ownership or fiduciary estate.

Art. 9. Debt instruments may be issued on behalf of the securitisation fund or one of its compartments.

Art. 10. (1) The management regulations of a securitisation fund shall contain at least the following provisions:

- an indication whether the fund is set up in the form of a co-ownership or fiduciary estate,
- the name, object and duration, limited or unlimited, of the securitisation fund,
- the name of the management company,
- the specific administration and management rules which apply to it,
- the possibility for the securitisation fund to consist of several compartments,
- the circumstances in which the fund or one of its compartments will be in, or may be put into, liquidation,
- the respective rights and obligations of the management company and, as the case may be, of the investors,
- the rules governing the assumption of risks and/or the issuance of securities,
- the procedures for amending the management regulations.

(2) Securitisation funds, consisting of several compartments, may determine by separate management regulations the characteristics of and the rules applicable to each compartment.

(3) The management regulations as well as subsequent amendments thereto must be lodged with the trade and company registry in accordance with the amended law of 10 August 1915 on commercial companies.

(4) The provisions of such regulations are deemed accepted by the investors in the securitisation fund by the mere acquisition of securities issued by the fund.

Art. 11. Without prejudice to Article 62, investors in a securitisation fund are only liable for the debts of the securitisation fund up to the assets of the fund and in proportion to their participation.

Art. 12. The securitisation fund shall be liable only for the obligations expressly imposed upon it by its management regulations or which it has contracted in conformity with the latter. It shall not be liable for the debts of the management company or of the investors.

Art. 13. (1) The liquidation of a securitisation fund is made public by the management company within a period of 15 days. Such publication is made through notices published in the *Mémorial*, *Recueil des Sociétés et Associations* and in at least two newspapers of adequate distribution, one of such newspapers being necessarily a Luxembourg newspaper.

(2) Once the liquidation has commenced, the issuance of securities is prohibited under penalty of voidance, except for the sake of the liquidation.

(3) Without prejudice to the preceding paragraph, the commencement of the liquidation is effective against third parties only as from the day of its publication in the *Mémorial*, except if the securitisation fund can establish that such third parties had prior knowledge thereof. Third parties may however rely upon the liquidation prior to its publication.

Sub-section 2 – Management companies

Art. 14. The management company is a commercial company whose object is to manage securitisation funds and, as the case may be, to act as fiduciary of funds consisting of one or more fiduciary properties.

Art. 15. (1) The management company shall draw up the management regulations for the securitisation fund.

(2) Without prejudice to the powers conferred upon a fiduciary-representative, the management company acts on behalf of the securitisation fund and its investors vis-à-vis third parties. It acts on their behalf in all judicial proceedings, whether as plaintiff or defendant, without having to disclose the identity of the investors, the sole indication that the management company is acting in such capacity being sufficient. As long as they are represented, the investors cannot individually bring actions, which fall within the authority of the management company.

Art. 16. The management company must perform its duties in an independent manner and in the sole interest of the securitisation fund and the investors. It may not use the assets of the securitisation fund for its own needs and it is liable towards the investors and third parties for the proper performance of its duties.

Art. 17. The creditors of the management company or of the investors have no rights of recourse against the assets of the securitisation fund.

Art. 18. The duties of the management company in respect of the securitisation fund shall cease:

- in the event of resignation or removal of the management company, provided that it is replaced by another management company, authorised, as the case may be, in accordance with the provisions of this law;
- if the management company has been declared bankrupt, has entered into a composition with creditors (*concordat*), has obtained a suspension of payment (*sursis de paiement*), has been put under court controlled management (*gestion contrôlée*), or has been the subject of a similar proceedings or has been put into liquidation,
- if, in the case of an authorised securitisation undertaking, the *Commission de Surveillance du Secteur Financier* withdraws the management company's authorisation;
- in all other circumstances set out in the management regulations.

Chapter 2 – Authorised securitisation undertakings

Section 1 – Obligation and conditions for an authorisation

Art. 19. Securitisation undertakings which issue securities to the public on a continuous basis ("authorised securitisation undertakings") must be authorised by the *Commission de Surveillance du Secteur Financier* (hereinafter the "CSSF") to exercise their activities.

Art. 20. (1) A securitisation undertaking shall be authorised only if the CSSF approves its articles of incorporation or the management regulations of the securitisation undertaking, and, as the case may be, authorises its management company. Securitisation companies and management companies of securitisation funds must have an adequate organisation and adequate resources to exercise their activities and to be supervised by the CSSF.

(2) The members of the administrative, management and supervisory bodies of a securitisation company or a management company of an authorised securitisation undertaking, as well as its direct or indirect shareholders which are in a position to exercise a significant influence over the conduct of the business of such a company must be of sufficiently good repute and have the experience or means required for the performance of their duties. To that end, the names of those persons, and of every person succeeding them in office, must be notified forthwith to the CSSF.

(3) Any change in control of the securitisation company or the management company, any replacement of the management company, as well as any amendment to the management regulations or the articles of incorporation are subject to the prior approval of the CSSF.

Art. 21. (1) Authorised securitisation undertakings shall be entered on a list by the CSSF. Such entry shall be tantamount to authorisation and shall be notified to the securitisation undertaking. The said list and any amendments made thereto shall be published by the CSSF.

(2) The entering and the maintaining on the list referred to in the preceding paragraph, shall be subject to compliance with all the provisions of laws, regulations and agreements which govern the securitisation undertaking, the operation of its bodies and the distribution, placing or sale of the securities issued by the securitisation undertaking.

(3) The fact that a securitisation undertaking is entered on the list referred to in the preceding article shall not under any circumstance be described in any way whatsoever as a positive assessment made by the CSSF of the quality of the securities issued by it.

Section 2 – Supervision of authorised undertakings

Art. 22. Authorised securitisation undertakings must entrust the custody of their liquid assets and securities with a credit institution established or having its registered office in Luxembourg.

Art. 23. (1) Authorised securitisation undertakings are supervised by the CSSF which must in particular ascertain that they comply with the law and their obligations.

(2) The CSSF carries on its mission until the close of the liquidation of the securitisation undertaking.

Art. 24. (1) The CSSF may request from authorised securitisation undertakings a periodical statement of their assets and liabilities and their operating results.

(2) It may require communication of any information or carry out on site investigations and inspect all the documents of a securitisation company, a management company or a credit institution entrusted with the deposit of the assets of an authorised securitisation undertaking, which relate to the organisation, administration, management, or operation of such undertaking or to the valuation of and return on the assets, in order to verify compliance with the provisions of this law and the provisions set out in the management regulations or the articles of incorporation of the securitisation undertaking, and in the agreements relating to the issuance of securities, and the accuracy of the information it has been provided with.

Art. 25. (1) If the CSSF finds that an authorised securitisation undertaking is not complying with the provisions of this law, the management regulations, the articles of incorporation or the agreements relating to the issuance of securities, or that the rights attached to the securities issued by the securitisation undertaking may be impaired, it may summon the securitisation undertaking to remedy the situation within a period it determines.

(2) If such summons is not complied with, the CSSF may:

- render its position regarding the findings made under paragraph 1 public;
- prohibit any issuance of securities;
- request the listing of the securities issued by the securitisation undertaking to be suspended;
- request the presiding judge of the chamber of the district court dealing with commercial matters to appoint a provisional administrator for the securitisation undertaking;
- withdraw its authorisation.

Art. 26. If an authorised securitisation undertaking or its management company does not publish the commencement of its liquidation in accordance with Article 13, such publication is made by the CSSF at the expense of the securitisation undertaking.

Section 3 – Decisions of the CSSF

Art. 27. (1) Decisions of the CSSF adopted in implementation of this law shall state the reasons on which they are based and, unless the delay entails risks, they shall be adopted after preparatory proceedings at which all parties are able to state their case. They shall be notified by registered mail or delivered by bailiff.

(2) Decisions rendered by the CSSF may be challenged in front of the administrative court. Any action must, under penalty of foreclosure, be filed within one month of notification of the challenged decision. It is exempt from any stamp or registration duties. The administrative court renders its decision on the merits of the case.

Art. 28. The decision of the CSSF withdrawing the name of a securitisation undertaking from the list provided for in Article 21 shall by operation of law, as from the notification thereof to such undertaking, and until the decision has become final, entail for such undertaking suspension of any payment by said undertaking and prohibition for such undertaking, under penalty of voidance, to take any measures other than protective measures, except with the authorisation of the supervisory commissioner.

Art. 29. (1) The CSSF shall, by operation of law, exercise the functions of supervisory commissioner, except if, at its request, the district court dealing with commercial matters appoints one or more other persons as supervisory commissioners.

(2) The application, stating the reasons on which it is based and accompanied by supporting documents, shall be lodged for that purpose at the registry of the district court in the district within which the undertaking has its registered office. The court shall give its ruling within a short period. If it considers that it has sufficient information, it shall immediately make an order in public session, without hearing the parties. If it deems necessary, it shall convene the parties by notification from the registrar within three days from the lodgement of the application. It shall hear the parties in chambers and give its decision in public session.

(3) The court shall decide as to the expenses and fees of the supervisory commissioners; it may grant them advances.

Art. 30. (1) The written authorisation of the supervisory commissioners is required for all measures and decisions of the undertaking and, failing such authorisation, they shall be void. The court may, however, limit the scope of operations subject to authorisation.

(2) The commissioners may submit for consideration to the relevant bodies of the undertaking any proposals which they consider appropriate. They may attend the proceedings of the administrative, management, executive or supervisory bodies of the undertaking.

Art. 31. (1) The judgment provided for in paragraph (1) of Article 39 of this law shall terminate the functions of the supervisory commissioner who must, within one month after his replacement, submit to the liquidators appointed in such judgment a report on the use of the undertaking's assets together with the accounts and supporting documents.

(2) If the withdrawal decision is amended on appeal by the court, the supervisory commissioner shall be deemed to have resigned.

Chapter 3 – Liquidation of securitisation undertakings

Section 1 – Provisions common to authorised and unauthorised securitisation undertakings

Art. 32. Securitisation undertakings shall, after dissolution, be deemed to exist for the purpose of their liquidation. All documents issued by a securitisation undertaking in liquidation shall indicate that it is in liquidation.

Art. 33. Each compartment of a securitisation undertaking may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another compartment.

Art. 34. The liquidator may bring and defend all actions on behalf of the securitisation undertaking, receive all payments, grant releases with or without discharge, realise all the assets of the undertaking and reemploy the proceeds therefrom, issue or endorse any negotiable instruments, compound or compromise all claims.

Art. 35. Sums and assets payable to investors who failed to present themselves at the time of the closure of the liquidation, shall be paid to the public trust office (*Caisse de Consignation*) to be held for the benefit of the persons entitled thereto.

Art. 36. (1) The liquidators shall be responsible both to third parties and to the securitisation undertaking itself for the discharge of their mandate and for any faults committed in the conduct of their activities.

(2) Legal actions against the liquidators shall lapse five years after the date on which facts upon which such actions are based occurred or, if fraudulently concealed, after the discovery of such facts.

Section 2 – Provisions specific to authorised securitisation undertakings

Sub-section 1 – Voluntary liquidation of authorised undertakings

Art. 37. The liquidator of an authorised securitisation undertaking must have the necessary good repute and professional qualifications and must be authorised by the CSSF.

Art. 38. During the liquidation procedure, authorised securitisation undertakings remain subject to the supervision of the CSSF.

Sub-section 2 – Forced liquidation of authorised undertakings

Art. 39. (1) The district court dealing with commercial matters shall upon request from the public prosecutor, acting *ex officio* or at the request of the CSSF, pronounce the dissolution and order the liquidation of authorised securitisation undertakings whose entry on the list provided for in Article 21 has been definitely refused or withdrawn.

(2) When ordering the liquidation, the court shall appoint a bankruptcy judge (*juge-commissaire*) and one or more liquidators, subject to Article 75 below.

(3) The court shall determine the method of liquidation. It may, at its discretion, render applicable the provisions applicable to the liquidation in bankruptcy. The liquidation method may be changed by a subsequent decision, either *ex officio* or at the request of the liquidator(s).

(4) The judgment pronouncing the dissolution and ordering the liquidation is provisionally enforceable.

(5) The judgments pronouncing the dissolution and ordering the liquidation of a securitisation undertaking shall be published in the *Mémorial* and in two newspapers of adequate distribution as specified by the court, of which at least one must be a Luxembourg newspaper. Such publications are made by the liquidator.

Art. 40. As from the date of the judgment, all legal actions related to movable or immovable property and all enforcement procedures over movable or immovable property can only be pursued, commenced or exercised against the liquidator.

The judgment ordering the liquidation suspends all seizures effected by unsecured creditors and creditors not benefiting from preferential rights over movable or immovable property.

Art. 41 The liquidator may not grant security interests over the assets of the securitisation undertaking or transfer such assets for security purposes without the authorisation of the court. The court may grant such authorisation to the liquidator at any time during the liquidation proceedings in respect of all or part of the assets of the securitisation undertaking.

Art. 42. After payment or deposit with the public trust office (*Caisse de Consignation*) of sums sufficient to pay the debts, the liquidator shall distribute to the investors the sums or assets to which they are entitled.

Art. 43. The court may at any time request the liquidator to deliver a report on the status of the liquidation. It shall determine the costs and the fees of the liquidators and may grant them advances.

Art. 44. In case of absence of or insufficiency of assets, as determined by the bankruptcy judge, all procedural documents shall be exempt from court and registration duties and the costs and fees of the liquidators shall be borne by the Treasury and liquidated as judicial costs.

Art. 45. (1) When the liquidation is completed, the liquidator shall deliver a report to the court on the use made of the assets of the undertaking and shall submit accounts and evidence in support.

(2) The court shall appoint one or more independent auditors to examine the documents. After receipt of the report from the independent auditor, it renders its judgment on the management by the liquidator and on the close of the liquidation.

(3) Its decision shall be published in accordance with Article 39 here above and shall also indicate:

- the place designated by the court where the corporate books and records must be kept for at least five years;
- the measures taken in accordance with Article 35 with respect to the deposit with the public trust office (*Caisse de Consignation*) of sums and assets to which creditors and investors are entitled and which could not be paid out.

Art. 46. Any legal actions against the liquidators, in their capacity as such, lapses five years after the publication of the close of the liquidation proceedings.

Chapter 4 – Accounting, audit, and the tax regime applicable to securitisation undertakings

Art. 47. Securitisation companies must comply with the provisions of Section XIII of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies and, as from 1st January 2005, with the provisions

of Chapters II and IV of Title II of the law of 19 December 2002 on the trade and companies register and the accounting and the annual accounts of companies. Their management reports must contain all material information relating to their financial situation which could affect the rights of investors.

Art. 48. (1) The accounts of a securitisation undertaking are audited by one or more independent auditors appointed, as the case may be, by the management body of the securitisation company or by the management company of the securitisation fund.

(2) The independent auditors of an authorised securitisation undertaking must be authorised by the CSSF.

(3) The independent auditors entrusted with the auditing of the accounts of a securitisation undertaking shall inform the management of the securitisation company or of the management company and, as regards authorised securitisation undertakings, also the CSSF and, as the case may be, the representative of the investors, of any irregularities and inaccuracies which they detect during the accomplishment of their duties.

Art. 49. The provisions of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies relating to statutory auditors (*commissaires*) shall not apply to Luxembourg securitisation entities.

Art. 50. Securitisation funds are subject to the accounting and tax provisions applicable to undertakings for collective investment provided for by the laws of 30 March 1988 and of 20 December 2002 on undertakings for collective investment, except for the annual subscription tax which is not due.

Art. 51. (1) By derogation from the law of 29 December 1971 on tax levied on capital contributions to non-commercial partnerships and commercial companies and amending certain statutory provisions governing the collection of registration duties, the capital contribution duty which becomes due upon the incorporation of an undertaking governed by this law or subsequently, in particular for new capital contributions, or upon transformation of an undertaking governed by this law into another undertaking governed by this law, or upon a merger of undertakings governed by this law, is levied as a fixed amount to be determined for each type of taxable operation by a grand ducal regulation but which may not exceed one thousand two hundred and fifty euros.

(2) The capital contribution duty on contributions made to securitisation companies, subsequent to their incorporation, is only due if the amount of the new share capital exceeds the amount on which the duty was levied previously.

Art. 52. (1) Agreements entered into in the context of a securitisation transaction and all other instruments relating to such transaction are not subject to registration formalities, even when referred to in a public deed or produced in court or before any other public authority, provided that they do not have the effect to transfer rights which must be transcribed, recorded or registered and which relate to immoveable property located in Luxembourg, or to aircraft, ships or riverboats recorded on a public register in Luxembourg. However, they may be submitted for registration, in which case they are registered at the fixed rate.

(2) By derogation from the provisions of the decree of 24 Prairial Year XI, where instruments entered into in the context of a securitisation transaction or other instruments relating to such transaction are submitted for registration, the obligation to attach to these instruments a translation certified by a notary or by another sworn translator where they are entered into in languages other than the official languages does not apply if these instruments are drawn up in English.

(3) Article 44 paragraph 1 sub d) of the law of 12 February 1979 on the value added tax is completed by the following wording: "as well as securitisation undertakings situated in Luxembourg".

TITLE III

Securitised risks

Chapter 1 – *Assumption of risks*

Art. 53. (1) Risks relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties are capable of being securitised.

(2) The securitisation undertaking may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way.

(3) Securitisation transactions governed by this law do not constitute activities subject to the law of 6 December 1991 on the insurance sector.

Art. 54. Securitisation undertakings may acquire and, subject to the conditions set out in Article 61 hereafter, transfer claims and other assets, existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

Art. 55. (1) The assignment of an existing claim to or by a securitisation undertaking becomes effective between the parties and against third parties as from the moment the assignment is agreed on, unless the contrary is provided for in such agreement.

(2) A future claim which arises out of an existing or future agreement is capable of being assigned to or by a securitisation undertaking provided that it can be identified as being part of the assignment at the time it comes into existence or at any other time agreed between the parties.

(3) The assignment of a future claim is conditional upon its coming into existence, but when the claim does come into existence, the assignment becomes effective between parties and against third parties as from the moment the assignment is agreed on, unless the contrary is provided for in such agreement, notwithstanding the opening of bankruptcy proceedings or any other collective proceedings against the assignor before the date on which the claim comes into existence.

Art. 56. (1) The claim assigned to a securitisation undertaking becomes part of its property as from the date on which the assignment becomes effective, notwithstanding any undertaking by the securitisation undertaking to reassign the claim at a later date. The assignment can not be recharacterised on grounds relating to the existence of such an undertaking.

(2) The assignment to or by a securitisation undertaking entails, except if otherwise agreed, the transfer of the guarantees and security interests securing such claim, and its enforceability by operation of law against third parties, without any further formalities.

(3) The assigned debtor is validly discharged from its payment obligations by payment to the assignor as long as it has not gained knowledge of the assignment.

(4) Article 1699 of the Civil Code does not apply to claims assigned to a securitisation undertaking.

Art. 57. An assignment prohibited by the agreement out of which the assigned claim arises or which for other reasons does not comply with the provisions of such agreement is not effective against the assigned debtor unless:

- the assigned debtor has agreed thereto;
- the assignee legitimately ignored such non-compliance;
- the assignment relates to a monetary claim.

Art. 58. The law governing the assigned claim determines the assignability of such claim, the relationship between the assignee and the debtor, the conditions under which the assignment is effective against the debtor and whether the debtor's obligations have been validly discharged.

The law of the State in which the assignor is located governs the conditions under which the assignment is effective against third parties.

Art. 59. The articles of incorporation, the management regulations of the securitisation undertaking, an assignment agreement or any other agreement may grant to the assignor a right over all or part of the assets of the securitisation undertaking which are available after payment of all other creditors.

Chapter 2 – Management of risks

Art. 60. The securitisation undertaking may entrust the assignor or a third party with the collection of claims it holds as well as with any other tasks relating to the management thereof, without such persons having to apply for an authorisation under the legislation on the financial sector.

Art. 61. (1) A securitisation undertaking cannot assign its assets except in accordance with the provisions laid down in its articles of incorporation or its management regulations.

(2) In the event that the assignor or the third party to which the collection of claims has been entrusted becomes subject to insolvency proceedings, such as bankruptcy, controlled management, judicial liquidation or any other proceedings affecting the rights of creditors generally, the securitisation undertaking is entitled to claim any sums collected on its behalf prior to the opening of such proceedings, without the other creditors having any rights to such amounts, and notwithstanding any claims raised by the bankruptcy receiver, the controlled management commissioner or the liquidator.

(3) It may not, by any means whatsoever, create security interests over its assets or transfer its assets for guarantee purposes, except to secure the obligations it has assumed for their securitisation or in favour of its investors, their fiduciary-representative or the issuing vehicle participating in the securitisation.

Security interests and guarantees created in breach of this Article are void by operation of law.

(4) Except if otherwise agreed, security interests and guarantees shall, by operation of law, extend to the proceeds of the assets assigned or over which security interests have been granted, to any funds received in payment and to the assets in which they are invested.

Without prejudice to the law of 1st August 2001 on the transfer of ownership for security purposes, Article 445 paragraph 4 of the Commercial Code does not apply to security interests granted no later than the time of issuance of the securities or the conclusion of the agreements secured by such security interests, notwithstanding such security interests being extended to new assets or claims in accordance with this Article and the agreement creating such security interests.

(5) The beneficiaries of pledges over claims gain possession of such claims by entering into the agreement creating such collateral rights. The debtors of the pledged claims are however validly discharged from their payment obligations by payment to the securitisation undertaking as long as they have not gained knowledge of the pledge.

TITLE IV

Investors and creditors

Chapter 1 – Rights of investors and creditors

Art. 62. (1) The rights of the investors and of the creditors are limited to the assets of the securitisation undertaking. Where such rights relate to a compartment or have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a compartment, they are limited to the assets of that compartment.

(2) The assets of a compartment are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that compartment and the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that compartment.

(3) As between investors, each compartment shall be treated as a separate entity, except if otherwise provided for in the constitutional documents.

Art. 63. (1) If provided for in the articles of incorporation, the management regulations or the issuance agreement, a securitisation undertaking may issue securities whose value or yield is linked to specific compartments, assets or risks, or whose repayment is subject to the repayment of other instruments, certain claims or certain categories of shares. If the acquisition vehicle is different from the issuing vehicle, the value, the yield and the conditions of repayment may also be linked to the assets and the liabilities of the acquisition vehicle.

(2) Notwithstanding any provision to the contrary, the voting rights attached to shares which do not have an equal value is proportionate to the portion of the share capital represented by such shares. The voting rights attached to notes and other debt instruments are always proportionate to the portion of the debt they represent.

Art. 64. (1) The articles of incorporation, the management regulations of a securitisation undertaking and any agreement entered into by the securitisation undertaking may contain provisions by which investors and creditors accept to subordinate the maturity or the enforcement of their rights to the payment of other investors or creditors or undertake not to seize the assets of the securitisation undertaking nor, as the case may be, of the issuing or acquisition vehicle, and not to petition for bankruptcy thereof or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against them.

(2) Proceedings initiated in breach of such provisions shall be declared inadmissible.

Art. 65. (1) The conditions of issuance and of reimbursement of securities issued by a securitisation undertaking are binding upon the latter and upon the investors and are effective against any other person, including in case of liquidation of one or more compartments, bankruptcy and generally any proceedings affecting creditors' rights generally, without prejudice however to the rights of creditors which have not given their consent thereto.

(2) The same applies to any specific conditions accepted by creditors for payment of their claims.

Art. 66. (1) Without prejudice to Article 70 below, Articles 86 through 97 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies apply to holders of any debt instruments issued by a securitisation undertaking. The issuance agreements of such instruments may however deviate from these provisions.

(2) In case of the issuance of debt instruments by a securitisation fund, the management company of the fund exercises the rights and assumes the obligations of the issuing company or its board of directors under Articles 86 through 95 of the law referred to above.

Chapter 2 – *Fiduciary-representatives*

Section 1 – Rights and powers of fiduciary-representatives

Art. 67. The investors and the creditors of a securitisation undertaking may entrust the management of their interests to one or more fiduciary-representatives. This law applies only to fiduciary-representatives having their registered office in Luxembourg.

Art. 68. (1) The instrument by which a fiduciary-representative accepts its mission must define its rights and its powers, in particular its powers of representation, specify the groups of investors or creditors on behalf of which it acts and provide for a procedure for its replacement.

(2) That instrument is binding, without any other formality being required, on all investors and creditors which have accepted the fiduciary-representative. The subscription or the acquisition of a security issued by a securitisation undertaking designating a fiduciary-representative constitutes acceptance of the fiduciary-representative and of its mission.

Art. 69. (1) Unless otherwise provided for, investors and creditors which have appointed a fiduciary-representative are represented by it in all their relations with the securitisation undertaking and third parties connected to the securitisation. As long as they are represented, they can not individually exercise the rights the management of which they have entrusted to the fiduciary-representative.

(2) Within the limits of the powers the investors and the creditors have entrusted to it, the fiduciary-representative may initiate on their behalf all proceedings and defend their interests, including in judicial proceedings, without having to disclose their identity, the sole indication that it acts in its capacity as fiduciary-representative being sufficient.

Art. 70. (1) Where a securitisation undertaking issues debt instruments, it may entrust a fiduciary-representative with the functions of representative of the holders of such instruments and freely define its powers, notwithstanding Article 88 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies.

(2) Articles 86 through 97 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies do apply to the issue only if the issuing agreement or the instrument of appointment of the fiduciary - representative do not deviate therefrom.

Art. 71. (1) The fiduciary-representative may also be granted by the investors and the creditors the power to act in their interest in a fiduciary capacity, in accordance with the legislation on the trust and on fiduciary contracts. The assets and rights which it acquires for the benefit of investors and creditors form a fiduciary property separate from its own assets and liabilities as well as from any other fiduciary property it may hold.

(2) The fiduciary-representative may in particular in such capacity accept, take, hold and exercise all security interests and guarantees and receive all payments to be made to the investors and the creditors which have granted such powers to it, as if it were itself the holder of the investors' and creditors' claims, any payments made to it constituting a valid discharge for the debtor. Articles 445, 446, 447 Paragraph 2 and 448 of the Commercial Code do not apply to such security interests, guarantees or payments.

Art. 72. The securitisation undertaking may assign to the fiduciary-representative, on the terms agreed between them, all or part of its rights and actions arising from a contract entered into with a third party. The assignment is effective against the other party to such contract and against all other third parties, as from the moment in time it has been entered into and it cannot be challenged on the basis of Articles 445, 446, 447 Paragraph 2 and 448 of the Commercial Code.

The other party to such contract is however validly discharged by payments made to the assigning undertaking for as long as it did not have knowledge of the assignment.

Art. 73. Any fiduciary-representative which substitutes for itself a third party for the exercise of the rights and actions which have been assigned to it, is not liable for any damages caused by such third party, unless it had not been granted the power of substitution or it has chosen a person notoriously incompetent or insolvent.

The assigning undertaking and, notwithstanding their representation by the fiduciary-representative, investors and creditors may act directly against the substituted third party.

Art. 74. The articles of incorporation or the internal rules of a securitisation undertaking may authorise a fiduciary-representative to request in Court, on serious grounds, the replacement, on a provisional or permanent basis, of the management bodies of such undertaking, the management bodies of the management company, where applicable, or of the management company itself.

Art. 75. In case of voluntary or compulsory liquidation of a securitisation undertaking or of one of its compartments, and except if otherwise provided for in the instrument of appointment, the fiduciary-representative shall act as liquidator on behalf of the investors and the creditors by whom it has been appointed.

Art. 76. Unless otherwise provided for in the instrument of appointment, the liability of the fiduciary-representative *vis-à-vis* the investors and creditors on whose behalf it acts shall be assessed as if it were a remunerated agent.

Art. 77. (1) In case of replacement of a fiduciary-representative all rights and actions held by it in the interest of investors and creditors are transferred, by operation of law and without any other formalities, to the new fiduciary-representative.

(2) The resignation of a fiduciary-representative becomes effective only as of the appointment of a new fiduciary-representative.

Art. 78. (1) Upon a reasoned request from a represented investor or creditor, establishing the existence of serious grounds, the CSSF may provisionally or permanently replace a fiduciary-representative.

(2) Unless otherwise provided for in the instrument of appointment, any other means of revocation or replacement are excluded.

Section 2 – Mandatory authorisation of fiduciary-representatives

Art. 79. (1) The fiduciary-representatives subject to this law must be authorised by the Minister with responsibility for the CSSF.

(2) They may not exercise any activities other than their principal activity except on an accessory and ancillary basis.

Art. 80. (1) The authorisation for the exercise of the activity of a fiduciary-representative can only be granted to stock companies having a share capital and own funds at least equal to four hundred thousand euros.

(2) The authorisation is subject to the CSSF being informed of the identity of the direct or indirect shareholders, whether they are natural persons or legal entities, which hold in the fiduciary-representative to be authorised a qualifying participation within the meaning of Article 18 of the law of 5 April 1993 on the financial sector and of the amount of such participations.

(3) In order to obtain the authorisation, the members of the administrative, management and supervisory bodies as well as the shareholders referred to in the preceding paragraph, must demonstrate their professional repute. Such repute shall be assessed on the basis of their judicial records and all elements which can demonstrate that the persons concerned are of good character and present all guarantee showing activity beyond reproach.

(4) The persons in charge of the management must possess adequate professional experience.

Art. 81. The application for authorisation must be addressed in writing to the minister with responsibility for the CSSF and must contain all other information necessary for its assessment, and in particular precise information on the administrative and accounting structure of the applicant.

Art. 82. (1) The authorisation is granted after review of the compliance with the requirements of this law by the CSSF.

(2) The decision taken on the application for authorisation shall be reasoned and shall be notified to the applicant within six months of the receipt of the application or, if the application is incomplete, within six months of the receipt of all the information necessary for the decision to be taken. In any event, a decision shall be taken within twelve months of the receipt of the application, failing which the absence of a decision will be deemed equivalent to a refusal. The decision may be challenged, within a period of one month, under penalty of foreclosure, in the administrative court, which decides on the merits of the case.

(3) The authorisation is granted for an unlimited period of time.

Art. 83. (1) Any changes in the identity of the persons who have to meet the legal requirements of professional repute and experience must be authorised in advance by the CSSF. For this purpose, the CSSF may request all necessary information on the persons who have to meet the legal requirements. The decision of the CSSF can be challenged, within a period of one month, under the penalty of foreclosure, in the administrative court, which decides on the merits of the case.

(2) A new authorisation is required prior to any change of the object, name or legal form.

Art. 84. (1) The authorisation lapses if it is not used for an uninterrupted period exceeding twelve months.

(2) The authorisation is withdrawn if the conditions on which it was granted are no longer met.

(3) The authorisation is withdrawn if it was obtained by means of false declarations or by any other irregular means.

(4) The decision to withdraw the authorisation may be challenged, within a period of one month, under penalty of foreclosure, in the administrative court which decides on the merits of the case.

TITLE V

Sanctions

Art. 85. The CSSF may impose upon the directors, managers and officers of authorised securitisation undertakings or of a fiduciary-representative, and the liquidators in case of a voluntary liquidation of an authorised securitisation undertaking, a fine of 125 to 12,500 euros in the event they refuse to provide the financial reports and the requested information or where such documents prove to be incomplete, inaccurate or false, as well as in case the existence of any other serious irregularity is established.

TITLE VI

Amending and transitory provisions

Chapter 1 – Amending provisions

Art. 86. Article 13 (2) of the amended law of 5 April 1993 on the financial sector is completed by the following indent which is inserted as penultimate indent:

"– to securitisation undertakings and to fiduciary-representatives acting in connection with such an undertaking"

Art. 87. The first indent of paragraph (1) of Article 2 of the law of 23 December 1998 creating a *Commission de Surveillance du Secteur Financier* is replaced by the following:

"The Commission is the competent authority for the prudential supervision of credit institutions, professionals of the financial sector within the meaning of the amended law of 5 April 1993 on the financial sector, undertakings for collective investments, pension funds in the form of a *sepcav* or *assep*, authorised securitisation undertakings, fiduciary-representatives acting in connection with a securitisation transaction as well as persons running an exchange."

Art. 88. Article 4 of the law of 27 July 2003 on the trust and on fiduciary contracts is amended as follows: "This title only applies to fiduciary contracts where the fiduciary is a credit institution, an investment firm, an investment company with variable or fixed share capital, a securitisation company, a fiduciary representative acting in the context of a securitisation transaction, a management company of an investment fund or a securitisation fund, a pension fund, an insurance or a reinsurance undertaking or a national or international public body operating in the financial sector."

Art. 89. The law of 4 December 1967 on income tax is amended as follows:

a) Article 22 *bis* is completed by the addition of a paragraph 5 which reads as follows: "(5) securities issued by a securitisation undertaking do not benefit from the provisions of paragraph 2 of this Article."

b) Article 25 is completed by the addition of a paragraph 3 which reads as follows: "(3) The acquisition price of an asset acquired by a securitisation undertaking must correspond to the estimated realisation value of such asset."

c) Article 46 is completed by a number 14 which reads as follows: "14. the obligations assumed towards the investors and towards any other creditors by a securitisation company."

d) Article 97 is completed by the addition of a paragraph 6 which reads as follows: "(6) The distributions and other proceeds allotted to the investors and other creditors of a securitisation undertaking constitute income resulting from transferable capital within the meaning of indent 1 number 5 of this Article."

e) Article 164 *bis* is completed by the insertion after paragraph 4 of a new paragraph 5 which reads as follows: "(5) Securitisation undertakings are excluded from the scope of this Article." The other paragraphs are renumbered accordingly.

Art. 90. The first indent of paragraph 3 of the law of 16 October 1934 on wealth tax is completed by the reinsertion of a number 4 which shall read as follows: "4. securitisation companies."

Chapter 2 – *Transitory provision*

Art. 91. This law does not apply to securitisation transactions or undertakings set up prior to its entry into force, unless the parties involved explicitly decide otherwise by modifying the constitutional documents of the relevant securitisation undertaking by inserting an explicit provision to that effect.

Parliamentary documents 5199; ordinary session 2002-2003 and 2003-2004

Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung und Abänderung von

- dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor
- dem Gesetz vom 23. Dezember 1998 betreffend die Bildung einer Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor
- dem Gesetz vom 27. Juli 2003 über den Trust und Treuhandverträge
- dem Gesetz vom 4. Dezember 1967 über die Einkommenssteuer
- dem Gesetz vom 16. Oktober 1934 über die Vermögenssteuer
- dem Gesetz vom 12. Februar 1979 über die Mehrwertsteuer

TITEL I

Begriffsbestimmungen

Art. 1. (1) „Verbriefung“ im Sinne dieses Gesetzes ist ein Geschäft, bei dem ein Verbriefungsorganismus unmittelbar oder mittels eines anderen Organismus Risiken erwirbt oder übernimmt, die mit Forderungen, sonstigen Vermögenswerten oder von Dritten übernommenen oder den Geschäftstätigkeiten Dritter ganz oder teilweise innewohnenden Verbindlichkeiten verbunden sind, und gleichzeitig Wertpapiere begibt, deren Wert oder Rendite von den vorerwähnten Risiken abhängt.

(2) „Verbriefungsorganismen“ im Sinne dieses Gesetzes sind Organismen, die die Verbriefung vollständig vornehmen, sowie solche Organismen, die an einem derartigen Geschäft durch die teilweise oder vollständige Übernahme der verbrieften Risiken – die Ankaufsorganismen – oder durch die Emission der zur Finanzierung dienenden Wertpapiere – die Emissionsorganismen – beteiligt sind und deren Satzung, Verwaltungsreglement oder Emissionsunterlagen vorsehen, dass sie den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegen.

TITEL II

Die Verbriefungsorganismen

Kapitel 1 – Verbriefungsgesellschaften und Verbriefungsfonds

Art. 2. Verbriefungsorganismen können die Rechtsform einer Gesellschaft oder die Rechtsform eines von einer Verwaltungsgesellschaft verwalteten Fonds annehmen.

Art. 3. Dieses Gesetz betrifft ausschließlich Verbriefungsorganismen, die in Luxemburg ansässig sind. In Luxemburg ansässig im Sinne dieses Gesetzes sind Verbriefungsgesellschaften, die ihren satzungsmäßigen Sitz in Luxemburg haben sowie Verbriefungsfonds, deren Verwaltungsgesellschaft ihren satzungsmäßigen Sitz in Luxemburg hat.

Abschnitt 1 - Verbriefungsgesellschaften

Art. 4. (1) Verbriefungsgesellschaften müssen die Rechtsform einer Aktiengesellschaft (*société anonyme*), einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (*société en commandite par actions*), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*) oder einer Genossenschaft in der Organisationsform einer Aktiengesellschaft (*société coopérative organisée comme une société anonyme*), annehmen.

(2) Artikel 137 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften findet auf Verbriefungsgesellschaften, die als Genossenschaft in der Organisationsform einer Aktiengesellschaft verfasst sind, keine Anwendung.

Art. 5. Die Satzung einer Verbriefungsgesellschaft kann den Verwaltungsrat ermächtigen, ein oder mehrere Teilvermögen zu bilden, die jeweils voneinander getrennten Teilen ihres Gesamtvermögens entsprechen.

Abschnitt 2 – Verbriefungsfonds und deren Verwaltungsgesellschaften

Unterabschnitt 1 - Verbriefungsfonds

Art. 6. (1) Verbriefungsfonds bestehen aus einem oder mehreren Miteigentumsvermögen oder aus einem oder mehreren Treuhandvermögen. Das Verwaltungsreglement des Fonds bestimmt ausdrücklich, ob der Fonds den Bestimmungen über das Miteigentum oder denjenigen über den Trust und die Treuhand unterliegt.

(2) Verbriefungsfonds besitzen keine Rechtspersönlichkeit. Sie werden von einer Verwaltungsgesellschaft verwaltet.

(3) Verbriefungsfonds, die aus einem oder mehreren Treuhandvermögen bestehen, unterliegen den gesetzlichen Vorschriften über den Trust und die Treuhandverträge.

(4) Die Bestimmungen des *Code civil* über Gesamthandseigentum (*indivision*) finden auf Verbriefungsfonds keine Anwendung.

Art. 7. (1) Die Rechte der Anleger an dem Fonds werden unabhängig davon, ob sie als Miteigentümer oder als Treugeber auftreten, durch Wertpapiere verkörpert, die gemäß den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gegeben werden.

(2) Das Eigentum an Namensanteilen wird durch Eintragung in das zu diesem Zweck von der Verwaltungsgesellschaft geführte Anteilsregister bewiesen. Die Übertragung erfolgt durch eine Abtretungserklärung, die in dieses Register eingetragen sowie durch den Zedenten und den Zessionar datiert und unterschrieben wird, oder entsprechend den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erstellt wird. Inhaberanteile werden durch einfache Übergabe übertragen.

(3) Das Verwaltungsreglement kann die Verwaltungsgesellschaft dazu ermächtigen, unverbriefte Wertpapiere zu geben, die durch Kontobuchung bei der Verwaltungsgesellschaft oder bei einem zugelassenen gewerblichen Finanzdienstleister, der für die Verwaltungsgesellschaft auftritt, dargestellt werden.

Art. 8. Sofern das Verwaltungsreglement dies vorsieht, kann ein Verbriefungsfonds aus einem oder mehreren Teilvermögen bestehen, wobei jedes dieser Teilvermögen separates Miteigentum oder ein separates Treuhandvermögen darstellt.

Art. 9. Verbriefte Schuldtitel können zu Lasten des Verbriefungsfonds oder eines Teilvermögens eines Verbriefungsfonds ausgegeben werden.

Art. 10. (1) Das Verwaltungsreglement eines Verbriefungsfonds muss mindestens folgende Angaben enthalten:

- die Angabe darüber, ob der Fonds als Miteigentumsgemeinschaft oder als Treuhandvermögen errichtet ist,
- die Bezeichnung, den Zweck sowie die – begrenzte oder unbegrenzte – Dauer des Verbriefungsfonds,
- die Firma der Verwaltungsgesellschaft,
- spezifische, auf den Fonds anwendbare Bestimmungen bezüglich der Verwaltung und Geschäftsführung,

- die Möglichkeit für den Verbriefungsfonds verschiedene Teilvermögen zu bilden,
- die Fälle, in denen der Fonds oder eines seiner Teilvermögen sich in Liquidation befindet oder aufgelöst werden kann,
- die jeweiligen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft und gegebenenfalls der Anleger,
- die Bestimmungen über die Übernahme von Risiken und/oder die Emission von Wertpapieren,
- die Verfahren zur Änderung des Verwaltungsreglements.

(2) Verbriefungsfonds mit mehreren Teilvermögen können durch gesonderte Verwaltungsreglements die Eigenschaften der jeweiligen Teilvermögen und die auf sie jeweils anwendbaren Bestimmungen festlegen.

(3) Das Verwaltungsreglement sowie dessen nachfolgenden Änderungen müssen beim Handels- und Gesellschaftsregister gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften hinterlegt werden.

(4) Mit dem Erwerb von Wertpapieren, die durch den Verbriefungsfonds begeben wurden, gelten die Bestimmungen des Verwaltungsreglements des Verbriefungsfonds als durch die Anleger angenommen.

Art. 11. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 62 haften die Anleger in einem Verbriefungsfonds für die Verbindlichkeiten des Verbriefungsfonds nur in Höhe des Fondsvermögens und anteilig in Höhe ihrer Beteiligung.

Art. 12. Der Verbriefungsfonds haftet lediglich für Verbindlichkeiten, die ihm ausdrücklich gemäss den Bestimmungen seines Verwaltungsreglements auferlegt werden oder im Einklang mit diesen eingegangen werden. Er haftet nicht für Verbindlichkeiten der Verwaltungsgesellschaft oder der Anleger.

Art. 13. (1) Die Liquidation eines Verbriefungsfonds wird innerhalb einer Frist von 15 Tagen durch die Verwaltungsgesellschaft veröffentlicht. Diese Veröffentlichung erfolgt im *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* sowie in mindestens zwei hinreichend verbreiteten Zeitungen, darunter zumindest eine Luxemburger Zeitung.

(2) Ab dem Zeitpunkt der Liquidation des Verbriefungsfonds ist jegliche weitere Emission von Wertpapieren untersagt und nichtig, es sei denn sie erfolgt zum Zwecke der Liquidation.

(3) Vorbehaltlich der Bestimmungen des vorstehenden Absatzes kann die Liquidation Dritten erst ab dem Tag der Veröffentlichung im *Mémorial* entgegeng gehalten werden, es sei denn, der Verbriefungsfonds kann die vorherige Kenntnis dieser Dritten hiervon nachweisen. Dritte können jedoch eine noch nicht veröffentlichte Liquidation geltend machen.

Unterabschnitt 2 – Die Verwaltungsgesellschaften

Art. 14. Die Verwaltungsgesellschaft ist eine Handelsgesellschaft, deren Zweck darin besteht, Verbriefungsfonds zu verwalten sowie gegebenenfalls darin besteht, als Treuhänder für in der Form eines oder mehrerer Treuhandvermögen errichteter Fonds zu handeln.

Art. 15. (1) Die Verwaltungsgesellschaft fasst das Verwaltungsreglement des Verbriefungsfonds.

(2) Vorbehaltlich der gegebenenfalls einem Treuhandvertreter übertragenen Befugnisse handelt die Verwaltungsgesellschaft gegenüber Dritten für Rechnung des Verbriefungsfonds und seiner Anleger. Sie vertritt den Fonds und seine Anleger umfassend vor Gericht, sowohl als Kläger als auch als Beklagter, ohne verpflichtet zu sein, die Identität der Anleger offen zu legen und wobei die Darlegung, dass sie hierbei in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsgesellschaft auftritt, ausreichend ist. Solange sie vertreten werden, sind die Anleger nicht befugt, selbst rechtliche Schritte einzuleiten, die in der Zuständigkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen.

Art. 16. Die Verwaltungsgesellschaft muss ihre Aufgaben unabhängig und ausschließlich im Interesse des Verbriefungsfonds und seiner Anleger wahrnehmen. Sie darf die Vermögenswerte des Verbriefungsfonds nicht zu eigenen Zwecken verwenden und ist gegenüber den Anlegern und Dritten für die ordnungsgemäße Durchführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Art. 17. Gläubiger der Verwaltungsgesellschaft oder der Anleger haben keinen Zugriff auf die Vermögenswerte des Verbriefungsfonds.

Art. 18. Die Aufgaben der Verwaltungsgesellschaft enden:

- im Falle der Kündigung oder Abberufung der Verwaltungsgesellschaft, sofern diese durch eine andere, gegebenenfalls nach den Bestimmungen dieses Gesetzes zugelassene Verwaltungsgesellschaft, ersetzt wird;
- im Falle der Eröffnung des Konkursverfahrens sowie im Falle des Vergleichsverfahrens (*concordat*), der Gewährung von Zahlungsaufschub (*sursis de paiement*), der Anordnung von Zwangsverwaltung (*gestion contrôlée*) oder einer vergleichbaren Maßnahme oder der Liquidation der Verwaltungsgesellschaft;
- sofern die Commission de surveillance du Secteur Financier der Verwaltungsgesellschaft eines zugelassenen Organismus die Zulassung entzieht;
- in allen anderen im Verwaltungsreglement vorgesehenen Fällen.

Kapitel 2 – Zugelassene Verbriefungsorganismen

Abschnitt 1 – Zulassungserfordernis und Zulassungsbedingungen

Art. 19. Verbriefungsorganismen, die laufend zum öffentlichen Vertrieb bestimmte Wertpapiere begeben („zugelassene Verbriefungsorganismen“), bedürfen zur Ausübung ihrer Geschäftstätigkeit der Zulassung durch die Commission de Surveillance du Secteur Financier (hiernach „CSSF“).

Art. 20. (1) Ein Verbriefungsorganismus wird erst zugelassen, wenn die CSSF die Satzung oder das Verwaltungsreglement des Verbriefungsorganismus genehmigt sowie gegebenenfalls dessen Verwaltungsgesellschaft zugelassen hat. Verbriefungsgesellschaften und Verwaltungsgesellschaften von Verbriefungsfonds müssen eine angemessene Organisation und angemessene Mittel zur Ausübung ihrer Geschäftstätigkeit und zur Ermöglichung der Aufsicht durch die CSSF aufweisen.

(2) Mitglieder der Verwaltungs-, Geschäftsführungs- und Kontrollorgane einer Verbriefungsgesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft eines zugelassenen Verbriefungsfonds sowie deren direkte oder indirekte Aktionäre und Gesellschafter, die in der Lage sind, wesentlichen Einfluss auf die Geschäftsausübung einer solchen Gesellschaft auszuüben, müssen gut beleumdet sein sowie über die Erfahrung und Mittel verfügen, die erforderlich sind, um ihre jeweiligen Aufgaben wahrnehmen zu können. Aus diesem Grunde müssen die Identität dieser Personen sowie deren Ersetzung unverzüglich der CSSF mitgeteilt werden.

(3) Jegliche Änderung in der Kontrolle einer Verbriefungsgesellschaft oder einer Verwaltungsgesellschaft sowie jede Ersetzung einer Verwaltungsgesellschaft oder Änderung des Verwaltungsreglements oder der Satzung unterliegen der vorherigen Zustimmung durch die CSSF.

Art. 21. (1) Die zugelassenen Verbriefungsorganismen werden von der CSSF in eine Liste eingetragen. Diese Eintragung gilt als Zulassungsakt und wird dem Verbriefungsorganismus mitgeteilt. Die Liste sowie diesbezügliche Änderungen werden auf Veranlassung der CSSF veröffentlicht.

(2) Die Eintragung und ihre Aufrechterhaltung auf der im vorstehenden Absatz erwähnten Liste erfolgen unter der Bedingung, dass alle gesetzlichen, behördlichen oder vertraglichen Bestimmungen, denen der Verbriefungsorganismus, die Funktionsweise seiner Organe sowie der Vertrieb, die Platzierung oder der Verkauf der durch ihn begebenen Wertpapiere unterliegen, eingehalten werden.

(3) Die Eintragung des Verbriefungsorganismus in die vorstehend erwähnte Liste darf keinesfalls und in keiner Form so beschrieben werden, dass sie eine positive Wertung der Qualität der durch diesen Verbriefungsorganismus gegebenen Wertpapiere durch die CSSF nahe legen könnte.

Abschnitt 2 – Aufsicht über die zugelassenen Organismen

Art. 22. Die zugelassenen Verbriefungsorganismen müssen die Verwahrung ihrer liquiden Mittel und Wertpapiere einem Kreditinstitut übertragen, das in Luxemburg niedergelassen ist oder seinen satzungsmäßigen Sitz hat.

Art. 23. (1) Die zugelassenen Verbriefungsorganismen unterliegen der Aufsicht durch die CSSF, die insbesondere die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen sowie ihrer Verpflichtungen überwacht.

(2) Die CSSF nimmt ihre Aufgaben bis zum Abschluss der Liquidation des Verbriefungsorganismus wahr.

Art. 24. (1) Die CSSF kann von den zugelassenen Verbriefungsorganismen eine regelmäßige Aufstellung ihrer Aktiva und Passiva und ihrer Gewinn- und Verlustrechnung verlangen.

(2) Sie kann die Übermittlung jeglicher Information verlangen oder Untersuchungen vor Ort vornehmen und Einsicht in alle Unterlagen einer Verbriefungsgesellschaft, einer Verwaltungsgesellschaft oder eines mit der Verwahrung von Vermögenswerten eines zugelassenen Verbriefungsorganismus betrauten Kreditinstitutes nehmen, die die Organisation, die Verwaltung, die Geschäftsführung, die Funktionsweise und die Geschäfte des entsprechenden Organismus sowie die Bewertung und die Rentabilität der Aktiva betreffen, um die Beachtung der Bestimmungen dieses Gesetzes oder der durch das Verwaltungsreglement, die Satzung des Verbriefungsorganismus oder die Emissionsverträge von Wertpapieren aufgestellten Bestimmungen zu prüfen oder sich von der Korrektheit der ihr übermittelten Informationen zu überzeugen.

Art. 25. (1) Wenn die CSSF feststellt, dass ein Verbriefungsorganismus die Bestimmungen dieses Gesetzes, seines Verwaltungsreglements, seiner Satzung oder der Emissionsverträge von Wertpapieren nicht beachtet oder wenn die mit den durch ihn begebenen Wertpapieren verbundenen Rechte beeinträchtigt zu werden drohen, kann die CSSF den Verbriefungsorganismus mahnen, innerhalb einer von ihr gesetzten Frist der festgestellten Situation abzuweichen.

(2) Falls der Verbriefungsorganismus der Mahnung nicht Folge leistet, kann die CSSF:

- ihre Haltung bezüglich der gemäß Absatz 1 getroffenen Feststellungen veröffentlichen;
- jegliche Emission von Wertpapieren untersagen;
- die Aussetzung der Börsennotierung der von dem Verbriefungsorganismus emittierten Wertpapiere verlangen;
- beim Vorsitzenden der Kammer für Handelssachen des Bezirksgerichtes die Benennung eines vorläufigen Verwalters für den Verbriefungsorganismus beantragen;
- ihre Zulassung entziehen.

Art. 26. Sofern ein zugelassener Verbriefungsorganismus oder seine Verwaltungsgesellschaft die Liquidation gemäß Artikel 13 nicht veröffentlicht, wird diese Veröffentlichung auf Kosten des Verbriefungsorganismus durch die CSSF vorgenommen.

Abschnitt 3 – Entscheidungen der CSSF

Art. 27. (1) Entscheidungen der CSSF in Ausführung der Bestimmungen dieses Gesetzes müssen begründet werden und erfolgen, sofern nicht Gefahr in Verzug besteht, nach Durchführung eines streitigen Verfahrens. Diese Entscheidungen werden mittels Einschreiben übermittelt oder durch den Gerichtsvollzieher zugestellt.

(2) Gegen Entscheidungen der CSSF kann Rechtsmittel beim Verwaltungsgericht eingelegt werden. Das Rechtsmittel muss innerhalb einer Ausschlussfrist von einem Monat nach Mitteilung der angegriffenen Entscheidung eingelegt werden. Stempel- oder Registrierungsgebühren fallen nicht an. Das Verwaltungsgericht entscheidet in der Hauptsache.

Art. 28. Die Entscheidung der CSSF, einen Verbriefungsorganismus von der Liste im Sinne von Artikel 21 dieses Gesetzes zu streichen, hat außer im Falle der Genehmigung durch die Kommissarische Leitung, von Rechts wegen vom Zeitpunkt ihrer Mitteilung an den Verbriefungsorganismus und zu dessen Lasten bis zu dem Zeitpunkt, zu welchem die Entscheidung rechtskräftig wird, die Aussetzung aller Zahlungen durch diesen Organismus und die Untersagung sämtlicher Handlungen, die nicht lediglich Erhaltungsmaßnahmen darstellen, zur Folge, wobei Handlungen entgegen den Bestimmungen dieses Absatzes nichtig sind.

Art. 29. (1) Die CSSF übt von Rechts wegen automatisch die Funktion der Kommissarischen Leitung aus, sofern nicht das Bezirksgericht in der Zusammensetzung als Kammer für Handelssachen auf Antrag der CSSF eine oder mehrere Personen mit der Kommissarischen Leitung betraut.

(2) Hierzu wird ein entsprechender, zu begründender und mit Belegen zu versiehender Antrag bei der Kanzlei des Bezirksgerichtes am Sitz des Verbriefungsorganismus hinterlegt. Das Gericht entscheidet kurzfristig. Sofern es die vorgelegten Angaben für ausreichend hält, trifft es unverzüglich und ohne Anhörung der Parteien seine Entscheidung in öffentlicher Sitzung. Sofern es dies für notwendig erachtet, bestellt es die Parteien spätestens innerhalb von drei Tagen nach Hinterlegung des Antrages durch seine Kanzlei ein. Das Gericht führt sodann eine Anhörung der Parteien im Kammertermin durch und trifft seine Entscheidung in öffentlicher Sitzung.

(3) Das Gericht setzt die zu erstattenden Kosten und die Honorare der Mitglieder der Kommissarischen Leitung fest; es kann Vorschusszahlungen festsetzen.

Art. 30. (1) Für sämtliche Handlungen und Entscheidungen des Organismus ist die schriftliche Zustimmung der Kommissarischen Leitung erforderlich. Andernfalls sind solche Handlungen oder Entscheidungen nichtig. Das Gericht kann jedoch den Umfang der zustimmungspflichtigen Geschäfte begrenzen.

(2) Die Kommissarische Leitung kann den Organen des Verbriefungsorganismus alle Entscheidungskompetenzen übertragen, die sie für angebracht hält. Die Kommissarische Leitung ist berechtigt, an den Beschlussverfahren der Verwaltungs-, Leitungs-, Geschäftsführungs- oder Aufsichtsorgane des Organismus teilzunehmen.

Art. 31. (1) Das in Artikel 39 (1) dieses Gesetzes vorgesehene Urteil beendet die Funktion der Kommissarischen Leitung, die innerhalb eines Monats nach ihrer Ersetzung den in dem Urteil bestimmten Liquidatoren Bericht über die Verwendung der Vermögenswerte des Organismus unter Vorlage der Rechnungslegungsunterlagen und Belege erstatten muss.

(2) Sofern die Entscheidung zum Entzug der Genehmigung vom Gericht aufgehoben wird, gilt die Kommissarische Leitung als gekündigt.

Kapitel 3 – Die Liquidation der Verbriefungsorganismen

Abschnitt 1 – Gemeinsame Bestimmungen für zugelassene und nicht zugelassene Verbriefungsorganismen

Art. 32. Nach ihrer Auflösung bestehen die Verbriefungsorganismen zu Zwecken ihrer Liquidation fort. In sämtlichen Unterlagen eines sich in Liquidation befindenden Verbriefungsorganismus muss darauf hingewiesen werden, dass dieser sich in Liquidation befindet.

Art. 33. Jedes Teilvermögen eines Verbriefungsorganismus kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilvermögens zur Folge hat.

Art. 34. Der Liquidator kann für den Verbriefungsorganismus sämtliche Handlungen einleiten und vornehmen, Zahlungen in Empfang nehmen, Löschungen gegen Quittung oder ohne Quittung veranlassen, Vermögenswerte des Organismus verwerten und wieder verwenden, Wechsel ausstellen oder übertragen sowie in allen streitigen Angelegenheiten Vergleiche abschließen oder Verzichtserklärungen abgeben.

Art. 35. Beträge und Vermögenswerte, die Anlegern zustehen, die beim Abschluss der Liquidation nicht vorstellig wurden, werden bei der Caisse des Consignations zugunsten der Rechtsinhaber hinterlegt.

Art. 36. (1) Die Liquidatoren sind sowohl gegenüber Dritten als auch gegenüber dem Verbriefungsorganismus für die Ausführung ihres Auftrages und für die im Rahmen ihrer Geschäftsführung begangenen Fehler verantwortlich.

(2) Haftungsklagen gegen die Liquidatoren verjähren innerhalb von fünf Jahren nach dem jeweiligen haftungsbegründenden Vorfall beziehungsweise nach dessen Aufdeckung, sofern diese Vorfälle vorsätzlich verdeckt wurden.

Abschnitt 2 – Spezifische Bestimmungen im Hinblick auf zugelassene Verbriefungsorganismen

Unterabschnitt 1 – Freiwillige Liquidation zugelassener Organismen

Art. 37. Der Liquidator eines zugelassenen Verbriefungsorganismus muss in vollem Umfang den erforderlichen Leumund sowie eine berufliche Qualifikation nachweisen und zuvor von der CSSF zugelassen sein.

Art. 38. Für die Dauer ihrer Liquidation unterliegen die zugelassenen Verbriefungsorganismen weiterhin der Aufsicht durch die CSSF.

Unterabschnitt 2 – Zwangsweise Liquidation zugelassener Organismen

Art. 39. (1) Auf Antrag des Staatsanwalts, der sowohl von Amts wegen als auch auf Antrag der CSSF tätig werden kann, erkennt das Bezirksgericht in der Zusammensetzung als Kammer für Handelssachen über die Auflösung und Liquidation von zugelassenen Verbriefungsorganismen, nachdem deren Eintragung in die gemäß Artikel 21 vorgesehene Liste endgültig verweigert oder gelöscht wurde.

(2) Das Gericht ernennt, vorbehaltlich des nachstehenden Artikel 75, gelegentlich der Anordnung zur Liquidation einen kommissarischen Richter sowie einen oder mehrere Liquidatoren.

(3) Das Gericht legt die Art und Weise der Liquidation fest. Es kann nach eigenem Ermessen festsetzen, inwieweit die Regeln der Insolvenzabwicklung Anwendung finden. Die Art und Weise der Liquidation kann durch spätere Entscheidung vom Amts wegen oder auf Antrag des bzw. der Liquidatoren modifiziert werden.

(4) Das Urteil, durch das die Auflösung ausgesprochen und die Liquidation angeordnet wird, ist vorläufig vollstreckbar.

(5) Die Gerichtsentscheidung, durch die die Auflösung eines Verbriefungsorganismus festgestellt und seine Liquidation angeordnet wird, wird im Mémorial sowie in zwei vom Gericht benannten, hinreichend verbreiteten Tageszeitungen, von denen mindestens eine eine Luxemburger Tageszeitung sein muss, veröffentlicht. Für die Veröffentlichung zeichnet der Liquidator verantwortlich.

Art. 40. Mit Erlass der Gerichtsentscheidung können sämtliche Klagen sowie jegliche Vollstreckungshandlungen im Zusammenhang mit beweglichem oder unbeweglichem Vermögen nur noch gegenüber dem Liquidator verfolgt, eingeleitet oder ausgeführt werden.

Die Gerichtsentscheidung über die Liquidation beendet jegliche Beschlagnahme auf Antrag von nicht bevorzugten und nicht mit Privilegien ausgestatteten Gläubigern im Hinblick auf bewegliches und unbewegliches Vermögen.

Art. 41. Der Liquidator darf nur mit Zustimmung des Gerichts Vermögensgegenstände des Verbriefungsorganismus mit Sicherheiten belasten oder diese Vermögensgegenstände zu Sicherungszwecken übertragen. Das Gericht kann dem Liquidator diese Zustimmung zu jedem Zeitpunkt des Liquidationsverfahrens im Hinblick auf alle oder auf einen Teil der Vermögensgegenstände des Verbriefungsorganismus erteilen.

Art. 42. Nach Zahlung auf die Verbindlichkeiten bzw. nach Hinterlegung der zur Zahlung der Verbindlichkeiten notwendigen Beträge kehrt der Liquidator an die Anleger die ihnen jeweils zustehenden Beträge oder Vermögenswerte aus.

Art. 43. Das Gericht kann jederzeit vom Liquidator einen Bericht über den Stand der Liquidation verlangen. Das Gericht setzt die zu erstattenden Kosten und Honorare der Liquidatoren fest und kann Vorschusszahlungen anordnen.

Art. 44. Wird vom kommissarischen Richter festgestellt, dass keine ausreichenden Vermögenswerte vorhanden sind, so können die Verfahrensunterlagen von allen Kanzlei- und Registersteuern freigestellt werden und die zu erstattenden Kosten und Honorare des Liquidators werden vom Schatzministerium getragen und wie Gerichtskosten erstattet.

Art. 45. (1) Nach Abschluss der Liquidation erstattet der Liquidator dem Gericht Bericht über die Verwendung der Vermögenswerte des Organismus und legt die Schlussrechnung einschließlich der Belege vor.

(2) Das Gericht ernennt einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer zur Begutachtung der Unterlagen. Nach dem Bericht des Wirtschaftsprüfers entscheidet es über die Geschäftsführung des Liquidators und über den Abschluss der Liquidation.

(3) Seine Entscheidung wird gemäß nachstehendem Artikel 39 veröffentlicht und beinhaltet, unter anderem:

- die Angabe des vom Gericht bezeichneten Ortes, an dem die Bücher und Gesellschaftsunterlagen während mindestens fünf Jahren aufbewahrt werden müssen;
- die Angabe der gemäß Artikel 35 ergriffenen Maßnahmen zur Hinterlegung der Beträge und Werte, die denjenigen Gläubigern und Anlegern zustehen, an die eine Auskehrung nicht erfolgen konnte.

Art. 46. Sämtliche Klagen gegen die Liquidatoren in deren Eigenschaft als Liquidatoren verjähren innerhalb von fünf Jahren nach der erfolgten Veröffentlichung des Abschlusses der Liquidation.

Kapitel 4 – Abschluss, Abschlussprüfung und steuerliche Behandlung von Verbriefungsorganismen

Art. 47. Verbriefungsgesellschaften müssen die Vorschriften in Abschnitt XIII des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie, ab dem 1. Januar 2005, die Bestimmungen der Kapitel II und IV des Titels II des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister, die Rechnungslegung und den Jahresabschluss von Unternehmen beachten. Ihre Geschäftsberichte müssen alle wesentlichen Angaben zur Vermögenslage, die geeignet sind, sich auf die Rechte der Anleger auszuwirken, enthalten.

Art. 48. (1) Die Abschlüsse eines Verbriefungsorganismus werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern geprüft, die entweder vom zuständigen Verwaltungsorgan der Verbriefungsgesellschaft oder von der Verwaltungsgesellschaft des Verbriefungsfonds bestimmt werden.

(2) Die Wirtschaftsprüfer eines zugelassenen Verbriefungsorganismus müssen von der CSSF genehmigt werden.

(3) Die mit der Prüfung der Abschlüsse eines Verbriefungsorganismus betrauten Wirtschaftsprüfer machen die Geschäftsführer der Verbriefungsgesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft sowie, im Falle zugelassener Verbriefungsorganismen, auch die CSSF und gegebenenfalls den Vertreter der Anleger auf Unregelmäßigkeiten und Ungenauigkeiten, die sie im Rahmen der Erfüllung ihres Auftrages bemerken, aufmerksam.

Art. 49. Die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften betreffend die Einsetzung eines Rechnungsprüfers (*commissaire aux comptes*) sind auf Luxemburger Verbriefungsgesellschaften nicht anwendbar.

Art. 50. Auf Verbriefungsfonds finden die auf Investmentfonds (*fonds communs de placement*) anwendbaren Bestimmungen betreffend die Rechnungslegung und die steuerliche Behandlung, wie sie aus den Gesetzen vom 30. März 1988 und vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen hervorgehen, Anwendung, mit Ausnahme der Bestimmungen betreffend die Abgeltungssteuer (*taxe d'abonnement*), der die Verbriefungsfonds nicht unterliegen.

Art. 51. (1) Abweichend von den Bestimmungen des Gesetzes vom 29. Dezember 1971 über die Kapitalverkehrsbesteuerung der Gesellschaften des bürgerlichen Rechts und der Handelsgesellschaften und über die Neuregelung verschiedener gesetzlicher Bestimmungen zur Erhebung der Eintragungsgebühren kann die Abgabe, die auf die Einbringung von Kapital bei Errichtung eines den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegenden Organismus, oder zu einem späteren Zeitpunkt anlässlich der Einbringung weiteren Kapitals, anlässlich der Umwandlung eines den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegenden Organismus in einen anderen den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegenden Organismus oder anlässlich der Fusion von den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegenden Organismen anfällt, zu einem Festsatz, der für jedes der Abgabe unterliegende Geschäft festgelegt wird, erhoben werden. Die Bemessung und die Höhe dieser Abgabe werden durch Großherzogliche Verordnung festgelegt, wobei dieser Betrag eintausendzweihundertundfünfzig Euro nicht übersteigen darf.

(2) Die Abgabe auf nach Gründung der Verbriefungsgesellschaften in diese eingebrachte Einlagen wird nur dann erhoben, wenn der Betrag des neuen Gesellschaftskapitals den vor der Abgabe besteuerten Betrag übersteigt.

Art. 52. (1) Alle im Zusammenhang mit einer Verbriefung getroffenen Vereinbarungen sowie alle sonstigen mit einem derartigen Geschäft in Zusammenhang stehenden Schriftstücke sind von den Formalitäten der Einregistrierung befreit, auch wenn sie in öffentlicher Beurkundung, vor Gericht oder vor einer sonstigen öffentlichen Behörde Verwendung finden; dies gilt unter dem Vorbehalt, dass durch sie keine Rechte übertragen werden, die zu ihrer Wirksamkeit überschrieben, eingetragen oder registriert werden müssen und sich auf eine in Luxemburg gelegene Immobilie oder auf Flugzeuge, Schiffe oder Binnenschiffe, die in Luxemburg registriert sind, beziehen. Die Einregistrierung kann jedoch freiwillig erfolgen; in diesem Fall wird auf die Einregistrierung eine Pauschalgebühr erhoben.

(2) Abweichend von den Bestimmungen der Verordnung vom 24. Prairial des Jahres XI besteht im Hinblick auf alle im Rahmen der Verbriefung geschlossenen Verträge sowie alle damit in Zusammenhang stehenden Schriftstücke, die zum Zwecke der Einregistrierung vorgelegt werden, nicht die Verpflichtung, falls sie in einer anderen als einer Amtssprache verfasst sind, sie mit einer notariell oder durch einen vereidigten Übersetzer beglaubigten Übersetzung zu versehen, sofern es sich um Schriftstücke in englischer Sprache handelt.

(3) Artikel 44 Absatz 1 d) des Gesetzes vom 12. Februar 1979 über die Mehrwertsteuer einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen wird durch die folgenden Worte ergänzt: „sowie in Luxemburg ansässige Verbriefungsorganismen;“.

TITEL III

Die verbrieften Risiken

Kapitel 1 – Die Risikoübernahme

Art. 53. (1) Verbrieft werden können Risiken im Zusammenhang mit dem Besitz jeglicher beweglichen oder unbeweglichen, materiellen oder immateriellen Vermögensgegenstände sowie Risiken, die aus Verbindlichkeiten Dritter resultieren oder Risiken, die ganz oder teilweise den Geschäftstätigkeiten Dritter innewohnen.

(2) Ein Verbriefungsorganismus kann diese Risiken durch den Erwerb der Vermögensgegenstände, die Besicherung der Verbindlichkeiten oder durch jegliche anderweitige Verpflichtungen übernehmen.

(3) Verbriefungen gemäß den Bestimmungen dieses Gesetzes stellen keine dem Gesetz vom 6. Dezember 1991 über den Versicherungssektor unterliegenden Geschäftstätigkeiten dar.

Art. 54. Verbriefungsorganismen können gegenwärtige oder zukünftige Forderungen und andere gegenwärtige oder zukünftige Vermögensgegenstände einmal, mehrfach oder fortlaufend erwerben, sowie unter den Bedingungen des nachstehenden Artikels 61 übertragen.

Art. 55. (1) Vorbehaltlich einer anderweitigen Bestimmung in der Abtretungsvereinbarung wird die Abtretung einer bestehenden Forderung an oder durch einen Verbriefungsorganismus mit Abschluss der Abtretungsvereinbarung zwischen den Parteien sowie Dritten gegenüber wirksam.

(2) Eine zukünftige Forderung aus gegenwärtigen oder zukünftigen Verträgen kann an oder durch einen Verbriefungsorganismus unter der Bedingung abgetreten werden, dass sie zum Zeitpunkt ihrer Entstehung oder zu einem anderen zwischen den Parteien vereinbarten Zeitpunkt als Bestandteil der Abtretung bestimmt werden kann.

(3) Die Abtretung einer zukünftigen Forderung ist durch ihre Entstehung bedingt, wird jedoch vorbehaltlich einer abweichenden vertraglichen Vereinbarung im Falle der Entstehung ab Vertragsabschluß zwischen den Parteien sowie Dritten gegenüber wirksam, und zwar unbeschadet der vor dieser Entstehung erfolgten Eröffnung eines Insolvenzverfahrens oder einer anderen Gesamtvollstreckung über das Vermögen des Zedenten.

Art. 56. (1) Die an einen Verbriefungsorganismus abgetretene Forderung wird unmittelbar mit Wirksamkeit der Abtretung Bestandteil des Vermögens des Verbriefungsorganismus, unbeschadet jeglicher Verpflichtung des Verbriefungsorganismus zur späteren Rückübertragung. Eine solche Verpflichtung kann nicht zu einer Umqualifizierung der Abtretung führen.

(2) Die Abtretung an oder durch einen Verbriefungsorganismus hat, vorbehaltlich anderweitiger Vereinbarung, ohne weitere Formalitäten die Übertragung aller Garantien und sonstigen an die abgetretene Forderung geknüpften Sicherheiten zur Folge und diese Übertragung ist Dritten gegenüber in vollem Umfang wirksam.

(3) Der Forderungsschuldner kann an den Zedenten mit befreiender Wirkung leisten, solange er von der Abtretung keine Kenntnis hat.

(4) Artikel 1699 des *Code civil* findet auf Forderungen, die an einen Verbriefungsorganismus abgetreten wurden, keine Anwendung.

Art. 57. Sofern die Abtretung durch die der Forderung zugrunde liegende Vereinbarung untersagt ist oder aus anderen Gründen mit dieser Vereinbarung nicht im Einklang steht, ist sie dem Forderungsschuldner gegenüber nicht wirksam, es sei denn

- dieser hat der Abtretung zugestimmt,
- der Zessionar kannte die Unvereinbarkeit der Abtretung mit der zugrunde liegenden Vereinbarung nicht oder hätte nicht von ihr Kenntnis haben müssen,
- die Abtretung betrifft eine Geldforderung.

Art. 58. Das auf die abgetretene Forderung anwendbare Recht bestimmt die Abtretbarkeit dieser Forderung, die Rechtsbeziehungen zwischen dem Zessionar und dem Forderungsschuldner, die Wirksamkeit der Abtretung gegenüber dem Forderungsschuldner und die befreiende Wirkung von Leistungen des Forderungsschuldners.

Das Recht des Staates, in welchem der Zedent ansässig ist, bestimmt die Wirksamkeit der Abtretung Dritten gegenüber.

Art. 59. Die Satzung, das Verwaltungsreglement des Verbriefungsorganismus, eine Abtretungsvereinbarung oder jegliche andere Vereinbarung können dem Zedenten ein Recht auf alle oder einen Teil der Vermögenswerte des Verbriefungsorganismus einräumen, die nach Befriedigung aller anderen Gläubiger noch verfügbar sind.

Kapitel 2 – Risikoverwaltung

Art. 60. Der Verbriefungsorganismus kann den Zedenten oder einen Dritten mit der Eintreibung der von ihm gehaltenen Forderungen sowie mit allen anderen Aufgaben im Zusammenhang mit der Forderungsverwertung betrauen, ohne dass der Zedent oder der Dritte einer Genehmigung gemäß den gesetzlichen Vorschriften über den Finanzsektor bedürfen.

Art. 61. (1) Ein Verbriefungsorganismus darf seine Vermögenswerte nur nach der in seiner Satzung oder in seinem Verwaltungsreglement beschriebenen Art und Weise abtreten.

(2) Sofern in Bezug auf den Zedenten oder den mit der Forderungseintreibung betrauten Dritten die Gesamtvollstreckung in Form z. B. eines Insolvenzverfahrens, der Zwangsverwaltung, der Auflösung durch Gerichtsbeschluss oder eines anderen kollektiven Vollstreckungsverfahrens erfolgt, kann der Verbriefungsorganismus die für seine Rechnung vor Eröffnung dieses Verfahrens vereinnahmten Beträge unbeeinflusst von den anderen Gläubigern und ohne Berücksichtigung der Geltendmachung von Ansprüchen seitens des Konkursverwalters, des Zwangsverwalters oder des Liquidators beanspruchen.

(3) Die Bestellung von Sicherheiten durch den Verbriefungsorganismus oder, ungeachtet ihrer Art und Weise, die Bestellung durch den Verbriefungsorganismus von Garantien durch Sicherungsübertragung seiner Vermögensgegenstände darf nur zur Besicherung von Verbindlichkeiten erfolgen, welche im Zusammenhang mit ihrer Verbriefung oder zugunsten der Anleger, des Treuhandvertreters oder des an der Verbriefung beteiligten Emissonsorganismus erfolgen.

Jegliche Bestellung von Sicherheiten oder Garantien entgegen den Bestimmungen dieses Artikels ist von Rechts wegen nichtig.

(4) Vorbehaltlich einer anderweitigen Vereinbarung erstrecken sich die Sicherheiten und Garantien von Rechts wegen auf die Erträge aus abgetretenen oder zur Sicherheit verwendeten Vermögensgegenstände sowie auf die aus Zahlungen vereinnahmten Beträge und auf Vermögenswerte, in die diese Beträge angelegt werden.

Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 1. August 2001 über die Sicherungsübereignung finden die Bestimmungen von Artikel 445 Absatz 4 des *Code de commerce* keine Anwendung auf Sicherheiten, die spätestens zum Zeitpunkt der Wertpapieremission oder des Abschlusses der gesicherten Vereinbarungen bestellt sind, dies unbeschadet einer Ausweitung dieser Sicherheiten auf neue Vermögensgegenstände oder Forderungen gemäß den Bestimmungen dieses Artikels und der Vereinbarung, durch welche die Sicherheit bestellt wird.

(5) Pfandgläubiger erhalten von den verpfändeten Forderungen kraft der Garantie- oder der Verpfändungsvereinbarung Besitz. Die Schuldner der verpfändeten Forderungen können allerdings mit befreiender Wirkung an den Verbriefungsorganismus leisten, solange sie keine Kenntnis von der Verpfändung haben.

TITEL IV

Anleger und Gläubiger

Kapitel 1 – Die Rechte der Anleger und Gläubiger

Art. 62. (1) Die Rechte der Anleger und Gläubiger beschränken sich auf die Vermögenswerte des Verbriefungsorganismus. Sofern sie sich auf ein Teilvermögen beziehen oder im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilvermögens entstanden sind, beschränken sie sich auf die Vermögenswerte dieses Teilvermögens.

(2) Die Vermögenswerte eines Teilvermögens haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Anleger in diesem Teilvermögen und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen bei Gründung des Teilvermögens oder im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilvermögens entstanden sind.

(3) Vorbehaltlich einer abweichenden Vereinbarung in den Gründungsunterlagen wird im Verhältnis der Anleger untereinander jedes Teilvermögen als eigenständige Einheit behandelt.

Art. 63. (1) Sofern die Satzung, das Verwaltungsreglement oder der Emissionsvertrag dies vorsehen, kann ein Verbriefungsorganismus Wertpapiere begeben, deren Wert oder Rendite von bestimmten Teilvermögen, Vermögenswerten oder Risiken abhängen oder deren Rückzahlung von der Rückzahlung anderer Wertpapiere, bestimmter Forderungen oder bestimmter Aktienkategorien abhängt. Besteht ein Ankaufsorganismus, der von dem Emissionsorganismus verschieden ist, so können der Wert, die Rendite und die Rückzahlungsbedingungen ebenfalls von den Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten des Ankaufsorganismus abhängen.

(2) Ungeachtet gegenteiliger Vereinbarung bestimmen sich die mit Aktien von unterschiedlichem Nominalwert verbundenen Stimmrechte nach dem von diesen Aktien vertretenen Kapitalanteil. Mit Schuldverschreibungen und anderen Schultiteln verbundene Stimmrechte sind stets proportional zu dem von diesen vertretenen Kreditbeträgen.

Art. 64. (1) Die Satzung, das Verwaltungsreglement sowie alle von dem Verbriefungsorganismus geschlossenen Verträge können Klauseln enthalten, nach denen die Anleger und die Gläubiger akzeptieren, dass die Fälligkeit oder die Eintreibung ihrer Forderungen den Zahlungen an andere Anleger oder Gläubiger nachgeordnet ist bzw. sich verpflichten, weder die Vermögenswerte des Verbriefungsorganismus, noch gegebenenfalls diejenige des Ankaufsorganismus oder des Emissionsorganismus zu pfänden und im Hinblick auf diese Organismen auch keinen Insolvenzantrag zu stellen oder in sonstiger Weise die Eröffnung eines Gesamtvollstreckungs- oder Sanierungsverfahrens zu beantragen.

(2) Rechtsverfolgungsmaßnahmen entgegen solcher vertraglichen Vereinbarung sind unzulässig.

Art. 65. (1) Die Emissionsbedingungen und die Bedingungen zur Rückzahlung der von einem Verbriefungsorganismus begebenen Wertpapiere sind für diesen sowie für die Anleger verbindlich und sind auch allen anderen Personen gegenüber wirksam; dies gilt auch im Falle der Liquidation eines oder mehrerer Teilvermögen, im Insolvenzfall sowie in jeglichem anderen Fall der Gesamtvollstreckung, wobei die Rechte von Gläubigern, die hierzu nicht ihre Zustimmung gegeben haben, unberührt bleiben.

(2) Gleiches gilt für besondere Bedingungen, die von Gläubigern im Zusammenhang mit der Zahlung ihrer Forderungen angenommen wurden.

Art. 66. (1) Vorbehaltlich des nachstehenden Artikels 70 sind die Artikel 86 bis 97 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften auf die Inhaber jeglicher von einem Verbriefungsorganismus begebenen Schuldtitel anwendbar. Die vertraglichen Vereinbarungen zur Emission solcher Titel können indessen hiervon abweichende Bestimmungen treffen.

(2) Im Fall der Ausgabe von Schuldtiteln durch einen Verbriefungsfonds übt die Verwaltungsgesellschaft die Rechte aus und übernimmt die Verpflichtungen, die der emittierenden Gesellschaft oder deren Verwaltungsrat gemäß Artikel 86 bis 95 des vorerwähnten Gesetzes obliegen.

Kapitel 2 – Die Treuhandvertreter

Abschnitt 1 – Rechte und Befugnisse von Treuhandvertretern

Art. 67. Anleger und Gläubiger eines Verbriefungsorganismus können die Wahrnehmung ihrer Interessen einem oder mehreren Treuhandvertretern übertragen. Die Bestimmungen dieses Gesetzes finden ausschließlich auf Treuhandvertreter Anwendung, die ihren satzungsmäßigen Sitz in Luxemburg haben.

Art. 68. (1) Die Urkunde, aufgrund welcher der Treuhandvertreter seinen Auftrag annimmt, muss dessen Rechte und Befugnisse und insbesondere die Vertretungsbefugnisse bestimmen, die Anleger- oder Gläubigergruppen, für die er tätig wird, benennen sowie ein Verfahren zu seiner Ersetzung vorsehen.

(2) Die Bestellungsurkunde ist ohne weitere Formalitäten bindend für sämtliche Anleger und Gläubiger, die den Treuhandvertreter akzeptiert haben. Die Zeichnung oder der Erwerb eines Wertpapiers eines Verbriefungsorganismus, für den ein Treuhandvertreter bestellt ist, gilt als Annahme dieses Treuhandvertreters und seines Auftrages.

Art. 69. (1) Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen werden Anleger und Gläubiger, die einen Treuhandvertreter ernannt haben, von diesem in allen ihren Rechtsbeziehungen zu dem Verbriefungsorganismus sowie gegenüber Dritten, die mit der Verbriefung in Verbindung stehen, vertreten. Solange sie vertreten sind, können sie die Rechte, deren Wahrnehmung dem Treuhandvertreter übertragen wurde, nicht selbst wahrnehmen.

(2) Im Rahmen der ihm durch die Anleger und Gläubiger übertragenen Befugnisse kann der Treuhandvertreter für Rechnung der Anleger und Gläubiger alle Maßnahmen ergreifen und ihre Interessen, einschließlich vor Gericht, wahrnehmen, ohne die Identität der Anleger und Gläubiger offen legen zu müssen; die Darlegung, dass er hierbei in seiner Eigenschaft als Treuhandvertreter auftritt, ist ausreichend.

Art. 70. (1) Soweit ein Verbriefungsorganismus Schuldtitel begibt, kann er einem Treuhandvertreter die Vertretung der Gesamtheit der Inhaber der Schuldtitel übertragen, wobei er dessen Befugnisse, unbeschadet der Vorschriften von Artikel 88 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, frei bestimmen kann.

(2) Artikel 86 bis 97 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sind auf die Emission nur insoweit anwendbar, als der Emissionsvertrag oder die Bestellungsurkunde des Treuhandvertreters keine abweichenden Bestimmungen enthalten.

Art. 71. (1) Der Treuhandvertreter kann von den Anlegern und Gläubigern auch als Treuhänder gemäß der gesetzlichen Bestimmungen über Trusts und Treuhandverträge bestellt werden. Die Rechte und Vermögensgegenstände, die er zu Gunsten der Anleger und Gläubiger erwirbt, bilden ein Treuhandvermögen, das von seinem eigenen Vermögen und von jeglichen weiteren, von ihm gehaltenen Treuhandvermögen getrennt ist.

(2) Der Treuhandsvertreter kann in Ausübung seiner Befugnisse insbesondere Besicherungen annehmen, entgegennehmen, in Besitz halten und die Rechte diesbezüglich ausüben sowie alle an die Anleger und Gläubiger, die ihm diese Befugnis übertragen haben, gerichteten Zahlungen entgegennehmen als sei er selbst Berechtigter. Alle an ihn geleisteten Zahlungen erfolgen mit befreiender Wirkung für den Forderungsschuldner. Die Artikel 445, 446, 447 Absatz 2 und 448 des *Code de commerce* sind auf diese Besicherungen oder Zahlungen nicht anwendbar.

Art. 72. Der Verbriefungsorganismus kann dem Treuhandsvertreter gemäß den mit diesem vereinbarten Bedingungen alle oder einen Teil der Rechte und Handlungsmöglichkeiten aus Verträgen mit Dritten übertragen. Diese Übertragung ist dem Vertragspartner sowie allen anderen Dritten gegenüber ab Vertragsschluss wirksam und ihre Gültigkeit kann nicht auf Grundlage der Bestimmungen der Artikel 445, 446, 447 Absatz 2 oder 448 des Handelsgesetzbuches (*Code de commerce*) angefochten werden.

Der Vertragspartner kann allerdings mit befreiender Wirkung an den Verbriefungsorganismus leisten, solange er keine Kenntnis von der Abtretung hat.

Art. 73. Ein Treuhandsvertreter, der einen Dritten zur Erfüllung der ihm übertragenen Rechte bestellt, haftet für etwaige durch diesen Dritten verursachte Schäden nur, soweit er nicht berechtigt war, einen Dritten zur Erfüllung seiner Verpflichtungen zu bestellen oder er sich durch eine Person hat vertreten lassen, deren Ungeeignetheit oder Insolvenz allgemein bekannt war.

Der abtretende Verbriefungsorganismus sowie, unbeschadet ihrer Vertretung durch den Treuhandsvertreter, die Anleger und Gläubiger können unmittelbar gegen denjenigen vorgehen, den der Treuhandsvertreter zur Erfüllung seiner Verpflichtungen bestellt hat.

Art. 74. Die Satzung oder das interne Reglement des Verbriefungsorganismus können einen Treuhandsvertreter ermächtigen, vor Gericht aus wichtigem Grund die vorläufige oder endgültige Ersetzung der Verwaltungsorgane des Organismus oder gegebenenfalls seiner Verwaltungsgesellschaft sowie der Verwaltungsgesellschaft selbst zu beantragen.

Art. 75. Im Fall der freiwilligen oder zwangsweisen Liquidation des Verbriefungsorganismus oder eines seiner Teilvermögen übt der Treuhandsvertreter, vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in der Bestellungsurkunde, die Aufgaben eines Liquidators auf Rechnung der Anleger und Gläubiger, die ihn ernannt haben, aus.

Art. 76. Vorbehaltlich abweichender Bestimmungen in der Bestellungsurkunde bestimmt sich die Haftung des Treuhandsvertreters gegenüber den Anlegern und Gläubigern, für deren Rechnung er handelt, nach den für entgeltliche Bevollmächtigte geltenden Bestimmungen.

Art. 77. (1) Wird ein Treuhandsvertreter ersetzt, so gehen alle von ihm für Rechnung der Anleger und Gläubiger gehaltenen Rechte und Handlungsmöglichkeiten von Rechts wegen und ohne weitere Formalität auf den neuen Treuhandsvertreter über.

(2) Der Rücktritt eines Treuhandsvertreters wird erst wirksam, wenn ein neuer Treuhandsvertreter ernannt ist.

Art. 78. (1) Auf begründeten Antrag eines vertretenen Anlegers oder Gläubigers kann die CSSF bei Vorliegen eines wichtigen Grundes einen Treuhandsvertreter vorläufig oder endgültig ersetzen.

(2) Vorbehaltlich einer gegenteiligen Bestimmung in der Ernennungsurkunde ist jegliche andere Form der Abberufung oder Ersetzung ausgeschlossen.

Abschnitt 2 – Notwendige Zulassung des Treuhandsvertreters

Art. 79. (1) Treuhandsvertreter gemäß diesem Gesetz müssen durch den für die CSSF zuständigen Minister zugelassen sein.

(2) Sie dürfen eine andere als die mit ihrer Hauptfunktion verbundene Geschäftstätigkeit nur als Neben- und Hilfstätigkeit ausüben.

Art. 80. (1) Als Treuhandvertreter können nur Kapitalgesellschaften zugelassen werden, deren Gesellschaftskapital und weitere Eigenmittel wenigstens vierhunderttausend Euro betragen.

(2) Die Zulassung setzt voraus, dass die Identität der unmittelbar oder mittelbar beteiligten Aktionäre oder Gesellschafter, die als juristische oder natürliche Personen eine qualifizierte Beteiligung im Sinne von Artikel 18 des Gesetzes vom 1993 über den Finanzsektor an dem zulassungspflichtigen Treuhandvertreter halten, sowie die Höhe der jeweils von ihnen gehaltenen Beteiligung der CSSF mitgeteilt werden.

(3) Im Hinblick auf die Zulassung müssen die Mitglieder der Verwaltungs-, Geschäftsführungs- und Aufsichtsorgane sowie die im vorstehendem Absatz aufgeführten Aktionäre und Gesellschafter den Nachweis ihres guten beruflichen Leumundes erbringen. Der Leumund bestimmt sich aufgrund des Strafregisters sowie aller Elemente, die geeignet sind zu bestätigen, dass die betreffenden Personen einen guten Ruf genießen und Gewähr einer untadeligen Geschäftstätigkeit bieten.

(4) Die mit der Geschäftsführung betrauten Personen müssen über eine angemessene Berufserfahrung verfügen.

Art. 81. Der Zulassung ist schriftlich bei dem für die CSSF zuständigen Minister zu beantragen und der Zulassungsantrag muss alle zu seiner Beurteilung notwendigen Informationen enthalten, insbesondere genaue Angaben zur Verwaltungs- und Rechnungslegungsstruktur des Antragstellers.

Art. 82. (1) Die Zulassung wird nach Prüfung durch die CSSF zu den von diesem Gesetz aufgestellten Bedingungen erteilt.

(2) Die auf den Zulassungsantrag hin erfolgte Entscheidung muss begründet und dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt des Antrags beziehungsweise nach Erhalt aller erforderlichen Angaben, sofern der Antrag unvollständig war, bekannt gegeben werden. Sie wird jedenfalls innerhalb von zwölf Monaten nach Erhalt des Antrags getroffen, wobei das Nichterfolgen einer Entscheidung der Bekanntgabe einer Ablehnung gleichsteht. Gegen die Entscheidung kann Rechtsmittel innerhalb einer Ausschlussfrist von einem Monat beim Verwaltungsgericht eingelegt werden, wobei das Gericht in der Hauptsache entscheidet.

(3) Die Zulassungsdauer ist unbefristet.

Art. 83. (1) Jegliche Änderung bezüglich der Personen, welche die gesetzlichen Bedingungen der beruflichen Zuverlässigkeit und Berufserfahrung erfüllen müssen, unterliegt der vorherigen Zustimmung durch die CSSF. Zu diesem Zweck kann die CSSF sämtliche Angaben zu den Personen verlangen, die zur Erfüllung der gesetzlich vorgesehenen Zulassungsbedingungen in Frage kommen. Gegen die Entscheidung der CSSF kann innerhalb einer Ausschlussfrist von einem Monat beim Verwaltungsgericht Rechtsmittel eingelegt werden, wobei das Gericht in der Hauptsache entscheidet.

(2) Vor jeder Änderung des Geschäftsgegenstandes, der Firma oder der Rechtsform ist eine neue Zulassung erforderlich.

Art. 84. (1) Die Zulassung verfällt, wenn sie während eines ununterbrochenen Zeitraums von mehr als zwölf Monaten nicht in Anspruch genommen wird.

(2) Die Zulassung wird entzogen, wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr gegeben sind.

(3) Die Zulassung wird entzogen, wenn sie aufgrund falscher Erklärungen oder durch andere unlautere Mittel erlangt wurde.

(4) Gegen den Entzug der Zulassung kann innerhalb einer Ausschlussfrist von einem Monat beim Verwaltungsgericht Rechtsmittel eingelegt werden, wobei das Gericht in der Hauptsache entscheidet.

TITEL V

Strafbestimmungen

Art. 85. Die CSSF kann den Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern und Direktoren eines zugelassenen Verbriefungsorganismus oder eines Treuhandvertreters sowie, im Falle der freiwilligen Liquidation eines zugelassenen Verbriefungsorganismus, den Liquidatoren ein Ordnungsgeld zwischen 125 Euro und 12.500 Euro auferlegen, im Falle einer Weigerung, die Finanzberichte vorzulegen oder die verlangten Auskünfte zu erteilen oder im Falle, dass diese Finanzberichte oder Informationen sich als unvollständig, ungenau oder falsch erweisen, sowie in jedem anderen Fall der Feststellung einer schwerwiegenden Unregelmäßigkeit.

TITEL VI

Änderungs- und Übergangsbestimmungen**Kapitel 1 – Änderungsbestimmungen**

Art. 86. Artikel 13 (2) des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor wird vor dem letzten Spiegelstrich durch folgenden Spiegelstrich ergänzt:

„– den Verbriefungsorganismen und den im Zusammenhang mit solchen Organismen auftretenden Treuhandvertretern“.

Art. 87. Artikel 2 Absatz (1) Satz 1 des Gesetzes vom 23. Dezember 1998 über die Bildung einer Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor wird durch den folgenden Text ersetzt:

„Die Kommission ist die zuständige Behörde zur Aufsicht über die Kreditinstitute, die gewerblichen Finanzdienstleister im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993, die Organismen für gemeinsame Anlagen, die Pensionsfonds in Form der Sepcav oder der Assep, die zugelassenen Verbriefungsorganismen, der im Zusammenhang mit einem Verbriefungsorganismus tätig werdenden Treuhandvertreter sowie der Börsendienstleister.“

Art. 88. Artikel 4 des Gesetzes vom 27. Juli 2003 über den Trust und Treuhandverträge wird wie folgt geändert:

„Dieser Titel findet ausschließlich Anwendung auf Treuhandverträge, bei denen als Treuhänder ein Kreditinstitut, eine Wertpapierfirma, eine Investmentgesellschaft mit variablem oder festem Kapital, eine Verbriefungsgesellschaft, ein Treuhandvertreter, der im Zusammenhang mit einer Verbriefung tätig wird, eine Verwaltungsgesellschaft eines Investmentfonds oder eines Verbriefungsfonds, ein Pensionsfonds, ein Versicherungs- oder Rückversicherungsunternehmen oder ein öffentlich-rechtlicher im Finanzsektor tätiger Organismus nationalen oder internationalen Charakters auftritt.“

Art. 89. Das Gesetz vom 4. Dezember 1967 über die Einkommensteuer wird wie folgt geändert:

a) Artikel 22bis wird durch einen zusätzlichen Absatz (5) wie folgt ergänzt: „(5) die von einem Verbriefungsorganismus begebenen Wertpapiere sind von der Anwendung der Bestimmungen in Absatz (2) dieses Artikels ausgeschlossen.“

b) Artikel 25 wird durch einen zusätzlichen Absatz (3) wie folgt ergänzt: „(3) Der Erwerbspreis eines von einem Verbriefungsorganismus erworbenen Vermögensgegenstandes muss dem geschätzten Veräußerungswert dieses Vermögensgegenstandes entsprechen.“

c) Artikel 46 wird durch eine zusätzliche Nr. 14 wie folgt ergänzt: „14. Verbindlichkeiten gegenüber Anlegern und allen sonstigen Gläubigern einer Verbriefungsgesellschaft.“

d) Artikel 97 wird durch einen Absatz 6 wie folgt ergänzt: „(6) Ausschüttungen und andere den Anlegern und sonstigen Gläubigern eines Verbriefungsorganismus zugeordnete Ergebnisse stellen

Einkünfte aus Kapitalvermögen im Sinne von Absatz 1 Nr. 5 dieses Artikels dar.“

e) Artikel 164bis wird durch Einfügung eines neuen Absatzes 5 nach Absatz 4 wie folgt ergänzt:

„(5) Verbriefungsorganismen sind von der Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels ausgeschlossen.“ Die folgenden Absätze werden entsprechend unnummeriert.

Art. 90. Satz 1 in Absatz 3 des Gesetzes vom 16. Oktober 1934 über die Vermögenssteuer wird durch die Einfügung einer Nr. 4 wie folgt ergänzt: „4. Verbriefungsgesellschaften.“

Kapitel 2 – *Übergangsbestimmung*

Art. 91. Dieses Gesetz findet keine Anwendung auf die vor seinem Inkrafttreten bestehenden Verbriefungsgeschäfte und Verbriefungsorganismen, es sei denn die Beteiligten treffen kraft ausdrücklicher Willenserklärung eine abweichende Vereinbarung, durch welche die Gründungsdokumente des betreffenden Verbriefungsorganismus unter Einfügung einer ausdrücklichen diesbezüglichen Bestimmung entsprechend abgeändert werden.

Parlamentarische Vorarbeiten 5199, ordentliche Sitzungen 2002-2003 und 2003-2004

ELVINGER, HOSS & PRUSSEN
A V O C A T S À L A C O U R

2, Place Winston Churchill
B.P. 425 L-2014 Luxembourg
Tél.: (352) 44 66 440 Fax: (352) 44 22 55
www.ehp.lu